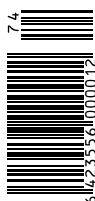


REGARD

regard.ro



Regard 74
15 mars - 15 juin 2016
15 lei





**NOUVEAU PNEU MICHELIN CROSSCLIMATE.
ARMEZ-VOUS FACE AUX ALÉAS CLIMATIQUES.**

Michelin crée aujourd'hui CrossClimate, le premier pneu capable de faire face aux aléas climatiques grâce à ses performances révolutionnaires dont le freinage sur sol sec⁽¹⁾, l'adhérence sur sol mouillé (pneu noté A pour le critère « adhérence sur sol mouillé ») et la motricité sur la neige⁽²⁾ (certifié 3PMSF⁽²⁾ pour ses performances sur sol enneigé).

Testez l'innovation MICHELIN CrossClimate sur:
crossclimate.michelin.fr

MICHELIN
Une meilleure façon d'avancer

(1) Testé par l'organisme allemand TÜV SÜD en Déc 2014 sur les dimensions 205/55 R16 & 195/65 R15.
(2) 3PMSF : Three Peak Mountain Snow Flake, certification hiver.

MÊME REGARD

Nouveau format, nouvel illustrateur, nouvelle maquette, nouvelle périodicité trimestrielle, la revue *Regard* change, évolue. Sur le fond, les grands reportages photo seront mis en avant. Et après 13 ans d'existence, après avoir traité tant de thèmes différents, les lecteurs noteront que la rédaction reviendra sur certains sujets afin de les actualiser, de ne pas oublier, de faire sens dans la durée.

Fundația Francofonia, qui édite par ailleurs un journal en roumain (dernière couverture à voir page 88), change aussi de présidence – notes page 21 et page 88. Plusieurs modifications donc, mais dans la continuité. Celle de proposer un journalisme humble, indépendant, et le plus objectif possible. Loin des écrits trop personnels. Les réalités diverses de la Roumanie et des pays limitrophes disent, racontent suffisamment, il s'agit pour nous de les rapporter proprement et simplement, pour vous. Les jolies phrases attendront. Je le répète souvent à la rédaction, un journaliste n'est pas un écrivain, il est avant tout un artisan de l'information. D'autres l'ont dit bien avant.

Chers lecteurs, j'espère que vous apprécierez cette nouvelle version de la revue, qui garde le même regard. Et je vous souhaite un beau printemps.

LAURENT COUDERC

L+C

REGARD



Couverture : Georgian Constantin

RENCONTRE

Avec l'écrivain Mircea Cărtărescu / 4

SOCIÉTÉ

Enfin du monde au village –
(l'Internet dans les campagnes) / 8
Entretien avec le politologue Radu Magdin / 10
Quelle impression ? –
(analyse de la presse roumaine) / 12

À LA UNE

En manque de voie – (sur la RATB) / 24

ÉCONOMIE

La question des fonds – (européens) / 46
En demi-teinte – (le marché de l'art) / 50
En marche pour l'eau –
(sur une start-up de Sibiu) / 52

HORS FRONTIÈRES

De la rue à la vie normale –
(l'intégration des Roms en France) / 59
Long tunnel –
(entretien avec un sociologue sur la
république de Moldavie) / 63
L'ovni Buzludja –
(l'ancienne salle des congrès
du parti communiste bulgare) / 65

CULTURE

Dada is web –
(sur la plate-forme web Dada-Data) / 74
Un ciel noir et bleu – (théâtre) / 79
La chronique de Matei Martin / 80

« J’écris seulement à la main »

Propos recueillis par Benjamin Ribout.
Photos : D.R.

En ce début de printemps, l’écrivain Mircea Cărtărescu s’apprête à donner un cours à la Faculté de lettres de Bucarest. À l’heure de la pause-déjeuner, il pénètre dans les couloirs de la Faculté et trouve un endroit au calme pour bavarder, à l’abri du fracas du monde...

À 59 ans, l’écriture singulière de Mircea Cărtărescu incarne tout un pan de la littérature roumaine contemporaine. Puissamment poétique et issue de l’inconscient, son œuvre et l’œil aguerri de son créateur décryptent avec justesse et originalité la société actuelle.

Regard : Comment vous posez-vous le problème de la réception de vos livres ?

Mircea Cărtărescu : Je dirais de manière très spontanée que le destinataire de mes livres est toute personne qui me ressemble ainsi que tous ceux qui veulent savoir ce qui se passe dans ma tête. Franz Kafka a une parabole excellente à cet égard. Il disait que quelqu’un avait découpé une fente derrière son crâne et qu’une masse de gens s’était formée derrière lui pour venir voir ce qu’il s’y passait. Or, il m’est impossible d’avoir accès à ce qui se trouve derrière moi. J’aimerais être le premier lecteur de mes livres et m’observer de l’extérieur, mais cela m’est interdit car c’est bien moi qui me trouve à l’intérieur de mes livres.

Êtes-vous surpris de vos livres quand vous les relisez ?

Je ne les relis jamais, à l’exception des moments où j’en fais des lectures publiques. Parfois, ce que je lis me plaît, mais il m’arrive aussi de trouver mes textes étrangers à moi, comme si quelqu’un d’autre les avait écrits. C’est un sentiment bizarre. Je crois que les très bons livres sont ceux qui peuvent être compris sur plusieurs niveaux, d’un point de vue très large et par des gens différents. Prenez *Crime et châtime*nt : il peut être vu comme un excellent roman policier mais aussi, et plus largement, d’un point de vue métaphysique et théologique. De fait, un livre est comme un buffet suédois : vous choisissez ce qui vous convient et vous laissez de côté le reste.

Quel lien entretenez-vous avec les outils actuels et la nouvelle technologie ?

J’éprouve un lien très paradoxal avec la technologie. J’aime la technique et je suis familiarisé avec tout ce qui est électronique et informatique, cela m’intéresse grandement. Je lis énormément sur liseuse et j’adore ça. Le plaisir est le même qu’avec un livre classique car il est associé, dans mon cas, à sa commodité. Je lis couché dans mon lit, et c’est tout à fait possible avec une liseuse. Un livre est davantage perfectionné qu’un ordinateur classique car il est plus intuitif ; il est très aisé de parcourir un livre en le feuilletant,

« Ce que l’on vit aujourd’hui est la consécration de l’idéal surréaliste selon lequel tout le monde devrait être artiste.

c’est impossible avec un ordinateur qui ressemble au papyrus de la période antique qu’on déroulait sans fin. Avec les liseuses, plus de problèmes. Hormis leur légèreté et le fait de pouvoir stocker des milliers d’ouvrages, cet outil ressemble au livre, vous pouvez feuilleter les pages, même le bruit est imité à l’identique. C’est parfait, surtout en voyage. Je suis donc un fan de tous ces gadgets. Comme je le disais, c’est là un paradoxe car j’écris seulement à la main, je n’utilise pas l’ordinateur pour mon travail d’écriture. J’écris patiemment, avec une calligraphie fine et de petite taille, sans ratures. Je suis donc plutôt ambivalent, avec d’un côté un travail quasiment traditionnel et artisanal, et ce monde électronique dans lequel je me sens comme un poisson dans l’eau. J’ai l’impression d’avoir 20 ans et d’être né une souris dans la main.

Le plaisir d’écrire et le rapport à la technologie sont donc pour vous bien distincts...

J’ai appris à me protéger. Cela commence par mon intimité et mon indépendance. Financière notamment, c’est primordial, mais aussi temporelle afin d’être tranquille, à l’image d’un adepte du yoga qui médite sur le monde et surtout sur lui-même. J’ai pris l’habitude de me plonger en moi chaque jour lorsque j’écris. Sans cela, il m’est impossible de composer une littérature de qualité. Par ailleurs, il m’est inconcevable d’écrire un livre en deux semaines et de travailler dix heures par jour. J’écris de manière régulière et constante, tous les matins, mais maximum deux pages par jour. L’après-midi, j’arrive seulement à lire. On peut comparer cette répétition quotidienne dans l’écriture à ces dames qui tricotent un pull-over, sans se dépêcher et en pensant à autre chose. Elles aussi déroulent leur vie entière. Une tricoteuse peut être entourée de toutes sortes de gens ; elle répète inlassablement les mêmes gestes. C’est un peu la même chose pour moi, je n’aime pas me dépêcher. La trilogie *Orbitor* m’a pris 14 ans.

Au final, d’après moi, l’Europe est exposée à quatre dangers majeurs.

La Russie, plus agressive que jamais aux frontières orientales de l’Europe,

le danger du terrorisme islamiste,

la crise grecque et, enfin,

l’immigration non contrôlée.

Le droit à la libre circulation est l’un des plus importants que les citoyens aient obtenu, mais cette immigration doit être mieux régulée.

Quel sera l’écrivain de demain ?

L’écrivain n’a pas tellement changé en 3 000 ans, il ne devrait pas se modifier radicalement à l’avenir. L’envie de littérature provient d’un besoin de lyrisme et de poésie, ce besoin existera toujours. L’art de la littérature ne va pas se dissoudre dans l’art d’écrire des scénarios de films ou dans la publicité. Les hommes vont continuer à écrire des fictions tant qu’ils existeront. À quoi celles-ci ressembleront ? Quelque part, une multitude de formes artistiques coexistent déjà les unes avec les autres. On devrait continuer à avoir ce mélange de littérature élitiste,

de littérature commerciale, érotique, un spectre très large de types de littératures. L’homme a besoin d’histoires et de fictions. De plus, les écrivains sont tous différents. Par ailleurs, je pense que la postérité ne doit pas confondre l’œuvre et l’homme. Certains, notamment durant le 20ème siècle, on fait des choix personnels et moraux douteux, à l’image de Céline ou de Gorki, mais on ne peut pas éluder entièrement leurs œuvres. En tout écrivain, il y a aussi plusieurs personnes. L’écrivain et le citoyen cohabitent.

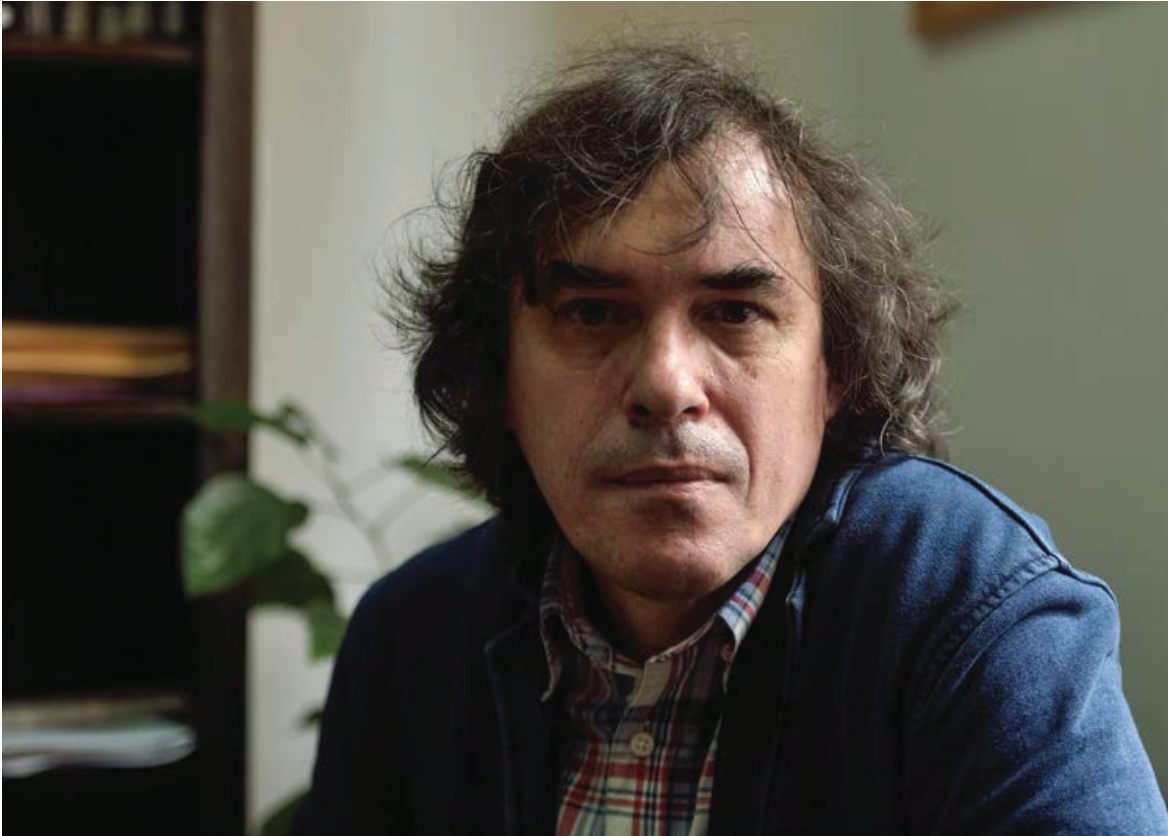
Aujourd’hui, tout le monde écrit ou fait des photos, on est tous artistes...

Ce que l’on vit actuellement est la consécration de l’idéal surréaliste selon lequel tout le monde devrait être artiste. D’après moi, c’est une bonne chose. Dorénavant, nous postons tous nos photos sur Instagram. Nous avons tous le droit à la parole et à nous exprimer librement sur les réseaux sociaux ; cela représente une forme de démocratisation du monde. Umberto Eco déplorait il y a peu le fait que les réseaux sociaux amenaient également sur le devant de la scène toutes sortes d’imbéciles et d’idées, disons, douteuses. Je pense que chacun a le droit de s’exprimer, peu importe son niveau d’éducation. Si l’on discrimine à ce niveau-là, ce serait comme imposer un quotient intellectuel minimum pour voter. Cela s’appelle du fascisme. Les outils modernes représentent les développements récents des valeurs démocratiques, tout simplement.

Quel regard portez-vous, en tant que roumain, sur la construction européenne ?

Si certains pays occidentaux peuvent se permettre d’être euro-sceptiques, ce n’est pas le cas de la Roumanie. L’entrée dans l’UE a représenté une chance énorme pour nous, je dirais peut-être même plus importante que la révolution. Dans les sondages, les Roumains sont très satisfaits de l’Europe et peu la rejettent. Une Europe unie est une chance à tous points de vue. Nous devons même aller plus loin, vers plus d’intégration, à tous les niveaux, économique et culturel. Toutefois, on ne peut pas occulter qu’il y a aussi des problèmes. Ce à quoi nous assistons avec la crise des réfugiés est complètement nouveau pour l’Europe. Cela nécessite beaucoup de sagesse et de diplomatie. Au final, d’après moi, l’Europe est exposée à quatre dangers majeurs. La Russie, plus agressive que jamais aux frontières orientales de l’Europe, le danger du terrorisme islamiste, la crise grecque et, enfin, l’immigration non contrôlée. Le droit à la libre circulation est l’un des plus importants que les citoyens aient obtenu, mais cette immigration doit être mieux régulée. Je lisais il y a peu que l’on estimait à 5 000 personnes le nombre d’extrémistes qui étaient passés en Europe parmi les immigrés.

Diriez-vous que l’on veut trop imposer de cadres et de normes à la Roumanie ou bien que ce ce pays manque d’inspiration ?



« Si aujourd’hui le pays est un tant soit peu démocratique, cela provient de facteurs extérieurs. Ce cadre coercitif s’est fait pour le bien du pays. Il est aussi intéressant de noter que ce même cadre a rencontré une vive résistance en Roumanie.

Idéalement, la Roumanie aurait dû se trouver elle seule une voie après 1989, mais elle n’était pas en mesure de le faire. C’était un pays moribond, un cadavre gelé qu’on a laissé se débrouiller tout seul. En Europe occidentale, après la Seconde Guerre mondiale, il y a eu le Plan Marshall. Un tel plan régional pour l’Europe de l’Est n’a pas eu lieu alors que cela aurait dû être le cas. Les grandes démocraties auraient dû intervenir financièrement, avec de l’aide logistique et du savoir-faire pour favoriser le redressement des pays de l’Est. Tous les changements démocratiques depuis 1990 ont été la conséquence de directives étrangères, rien n’est venu de la Roumanie. Si aujourd’hui le pays est un tant soit peu démocratique, cela provient de facteurs extérieurs. Ce cadre coercitif s’est fait pour le bien du pays. Il est aussi intéressant de noter que ce même cadre a rencontré une vive résistance en Roumanie. Un peu comme un mauvais élève à l’école qui, bien qu’aidé, conserve quelque chose en lui qui

le tire constamment vers le bas. Mircea Dinescu a d’ailleurs dit à ce sujet que l’on ne pouvait pas changer les Roumains en Allemands afin que les choses fonctionnent mieux. On fait avec ce que l’on a et avec nos problèmes. N’oublions pas que 40% des Roumains, aujourd’hui encore, n’ont toujours pas de canalisations et possèdent leurs toilettes au fond du jardin. Ce peuple fait des progrès, mais à son rythme. De plus, comme Herta Müller le déclarait récemment, environ 40% des gens qui en Roumanie possèdent des médias, forment le personnel politique ou le milieu d’affaires, sont des anciens membres de l’appareil communiste ou leurs successeurs. Au final, les Roumains ont dû improviser. La fibre démocratique s’était perdue dans les méandres de l’histoire et la société civile était quasi inexistante en 1990. Finalement, ce qui s’est passé est on ne peut plus logique.

Enfin du monde au village

On les dénomme « zones blanches », ces territoires défavorisés où le Net n'a pas encore tissé sa toile. Ce devrait être chose faite prochainement, en partie. Sur 3 265 km, elles pourront enfin bénéficier d'un accès à Internet à haut débit via le programme Ro-NET. « Les habitants de Lăpoșel sont impatients », déclare Dumitru Târlea, le maire de la commune de Lapoș dont dépend ce village de 400 âmes. « Tout est prêt, les équipements ont été installés dans une école désaffectée, les avis ont été délivrés... », ajoute-t-il.

Au total, 783 villages sur 2 268 toujours privés d'accès aux réseaux de communications ont été inclus dans ce programme dont la mise en place devrait s'étaler sur deux

La petite localité de Lăpoșel (département de Prahova) n'est située qu'à une centaine de km de Bucarest, pourtant ses habitants doivent se rendre dans les villages voisins pour accéder à Internet. Mais à partir de ce printemps, ils pourront « naviguer » sans devoir quitter leur canapé grâce à un projet financé par des fonds européens.

ans. D'un montant total de 69 millions d'euros, le projet a obtenu 57,1 millions de l'Union européenne. « Nous espérons qu'en mars, 99 localités où les travaux ont déjà été finalisés bénéficieront de Wi-Fi gratuit de la part du concessionnaire, notamment dans les écoles et les mairies », déclarait récemment le secrétaire d'État au ministère des Communications Horațiu Anghelescu.

Le Premier ministre Dacian Cioloș a de son côté promis d'intervenir auprès des autorités locales afin que tous les avis et permis requis soient délivrés rapidement : « Notre objectif est de voir finalisé l'ensemble du projet d'ici la fin de l'année. » Le concessionnaire est le groupe allemand Telekom – qui a repris en 2015 les opérateurs Romtelecom et Cosmote –, tandis que les équipements seront livrés par le Chinois Huawei. Le gouvernement, qui contribue à l'initiative avec 12 millions d'euros, a expliqué avoir choisi des localités où « la rentabilité de l'investissement est limitée et où il n'y a pas de projets de la part d'investisseurs privés pour installer une telle infrastructure dans un avenir proche ».

Sur ces 783 villages comptant 130 000 foyers, 400 000 habitants, 8 500 sociétés et 2 800 institutions publiques, 84 se trouvent dans le seul département de Vaslui, considéré comme « le » pôle de pauvreté en Roumanie. Parmi les autres

départements ciblés par ce projet mais comptant le moins de « zones blanches » figurent Galați (un village), Prahova (cinq) et Ilfov (sept). « Ro-NET se propose de réduire les écarts en matière de communications électroniques et de promouvoir la concurrence. L'infrastructure à haut débit sera accessible à tous les opérateurs qui souhaitent fournir des services aux utilisateurs, ce qui devrait encourager les opportunités d'affaires », souligne le ministère.

Selon des statistiques européennes, la Roumanie accuse un retard important : en 2015, seuls 68% des Roumains avaient accès à Internet, contre une moyenne de 83% au sein de l'Union européenne. En outre, 32% des Roumains n'ont jamais navigué sur la toile, contre une moyenne de 16% dans l'UE. Et pourtant, d'après une étude réalisée par le Bureau roumain d'audit transmédia (BRAT), 56% des foyers sont connectés à Internet, alors que 35% n'ont toujours pas l'eau courante, seuls 36% ont une salle de bain et 32% l'eau chaude. Enfin, si près d'un village sur cinq est aujourd'hui privé d'accès à Internet, les habitants de plus de 800 villages avaient le choix fin 2014 (selon les derniers chiffres disponibles) entre trois opérateurs différents, un nombre en nette hausse par rapport à 2008.

Mihaela Rodina
Photo : Cristian Munteanu / Mediafax



ERKA SYNERGY COMMUNICATION

Erka est une agence de communication présente sur le marché roumain depuis 2004.

Les services proposés par Erka:

- Stratégie de communication
- Création graphique et design
- Media planning et buying (radio, tv, presse écrite et on-line)
- Développement web et web design (site internet, html 5, animations flash, blogs, forums, applications mobiles)

- Direct marketing/e-mailing (SMS et réseaux sociaux)
- Création et organisation d'événements
- PR
- Merchandising
- Signalétique, PLV et communication indoor

Adresse: Soseaua Nordului nr. 94 F
Sector 1, Bucarest, Roumanie

Tel/Fax: +4021 434 24 33
Mail: office@erka.ro



www.erka.ro





Propos recueillis par Carmen Constantin.
Photo : Mihai Barbu

*Entretien avec
le politologue
Radu Magdin,
vice-président
du think tank
Strategikon,
sur les élections
locales qui auront
lieu le 5 juin.*

« Le débat politique s’est trop assagi »

Regard : Quels sont les principaux enjeux des prochaines élections locales ?

Radu Magdin : Si le PSD (Parti social-démocrate, ndlr) perd Iași ou Constanța, ce sera un très bon point pour le PNL (Parti national libéral, ndlr), son principal rival. Réciproquement, si les libéraux perdent Brașov ou Cluj, le PSD se frottera les mains. Les grands enjeux de ces municipales sont les mairies de Bucarest, Cluj, Brașov et Iași, étant donné que leur direction est vacante pour des raisons pénales. Et cette fois-ci, les partis ne pourront pas financer les campagnes, ce sont les candidats eux-mêmes qui devront s’en charger. Conséquence, les maires déjà en place devraient prendre l’avantage, tout comme les grands partis vu qu’il n’y aura qu’un seul tour.

Même le PNL qui aurait préféré deux tours ?

Je ne pense pas qu’une élection à deux tours auraient nécessairement favorisé le PNL. Le plus important pour les libéraux sera surtout de faire fructifier la fusion avec le PDL (Parti démocrate libéral, ndlr), et de créer un certain engouement électoral. Mais cela ma paraît difficile. Aucun des principaux partis en lice n’a amorcé de réforme véritable, alors que c’est ce que demandent les électeurs post-Colectiv de façon très claire. D’un autre côté, le gouvernement technocrate actuel a en quelque sorte calmé le pays, il n’y a plus vraiment de pression populaire nécessaire pour alimenter les débats. Du coup, les partis eux-mêmes ne se sentent plus obligés de s’améliorer afin de répondre aux exigences de la rue. Certes, les messages du gouvernement et ceux du président Klaus Iohannis ont été jusqu’à présent de qualité, élégants, mais ont aussi anesthésié la scène politique. Or, un peu de polarisation est indispensable afin que les choses bougent. Sinon, personne ne sait pour qui voter. C’est pourquoi je pense que le PMP (Parti du mouvement populaire, ndlr) de l’ancien président Traian Băsescu pourrait créer la surprise, tant pour les élections locales que générales prévues à l’automne. Petite parenthèse : l’enjeu de ces élections locales est très important, traditionnellement le parti qui gagne les locales remporte les parlementaires.

Qu’y a-t-il de différent cette fois-ci par rapport aux précédentes élections ?

Ces élections s’annoncent plutôt classiques, la discipline de parti restera primordiale. Certes, un parti qui réussit est d’abord une formation ayant à sa tête un leader charismatique qui puisse séduire l’électorat, mais seule une organisation solide derrière un candidat peut mener à la victoire. Par ailleurs, comme je le disais précédemment, le gouvernement technocrate tout comme le président auraient à mon sens besoin d’une bonne injection d’hormones politiques. Le débat politique s’est trop assagi, il manque un certain degré de combativité, quelque chose qui crée de l’émotion chez les électeurs, même si les réformes nécessaires commencent à être mises en place. Le président Iohannis n’est pas perçu comme un homme d’action, et le Premier ministre essaie d’être ami avec tout le monde. Quant aux principaux partis politiques, rien ne s’y passe vraiment, personne ne prend position. Les Roumains risquent de s’ennuyer et c’est dangereux, ils n’auront d’autre alternative que de blâmer ce pouvoir bien en place au moindre problème.

Doit-on craindre des financements de campagne illégaux comme ce fut souvent le cas auparavant ?

Il y en aura, mais moins qu’avant. La lutte anti-corruption a montré son efficacité, de nombreux groupes de pression aux pratiques non réglementaires ont déjà été éradiqués. Jusqu’à récemment, notre politique était régie par le mécanisme suivant : je te finance, tu arrives au pouvoir et tu me donnes des contrats. Je fais du profit et je t’en donne une partie. Ce mécanisme est en voie de disparition, mais il ne peut pas être éliminé du jour au lendemain. D’autant que certains hommes d’affaires sont toujours trop liés au milieu politique, et qu’ils voudront s’assurer par tous les moyens que leurs adversaires n’arriveront pas au pouvoir. Ceci étant, la disparition des fameux barons locaux est irréversible. D’autant que des

faits de corruption d’il y a dix ans peuvent toujours leur être reprochés. La condamnation de l’ancien Premier ministre Adrian Năstase a marqué le début de la fin pour ceux qui ont outrepassé les limites de la légalité. À noter par ailleurs que la Direction nationale anti-corruption ne dépend plus du bon vouloir des services de renseignement pour mener à bien ses enquêtes.

« Les Roumains risquent de s’ennuyer et c’est dangereux, ils n’auront d’autre alternative que de blâmer ce pouvoir bien en place au moindre problème. »

Comment devrait-on lire le résultat des élections locales ?

Elles devraient confirmer la domination des deux principaux partis du moment. Mais si le résultat est plus équilibré, avec d’un côté une percée du PMP, de l’autre un PSD et un PNL sous 40% des suffrages, les batailles politiques et les négociations en vue des parlementaires iront bon train. D’autant plus si l’écart entre le PSD et le PNL est de plus de 3%. Si cet écart est en défaveur du PNL, les libéraux demanderont certainement au président Iohannis de ne plus les soutenir afin de se convertir en véritable force d’opposition critique et capable de remporter les élections. Par contre, si c’est le PSD qui est en deuxième position, son leader Liviu Dragnea sera sous forte pression. Car le PMP de Traian Băsescu s’accouplera de façon naturelle au PNL et aux Hongrois de l’UDMR. Or, même avec l’appui de l’Alliance des libéraux et des démocrates et de l’Union nationale pour le progrès de la Roumanie, le PSD sera condamné à l’opposition.

LES ÉLECTIONS EN CHIFFRES

Environ 18 270 000 Roumains pourront voter le 5 juin prochain lors des élections locales afin d’élire 41 présidents de conseil départemental, 3 180 maires (dont 7 maires de secteur à Bucarest), et plus de 40 000 conseillers municipaux. Les maires seront élus à un seul tour de scrutin, ce qui théoriquement favorise les élus déjà en place. Les principaux partis en lice sont le PSD et le PNL, anciens alliés au sein de l’Union sociale-libérale, ainsi que l’UDMR, le parti de la minorité hongroise qui obtient

traditionnellement des scores élevés dans les localités où réside une communauté magyare importante. Parmi les nouvelles formations en campagne, les plus visibles sont le Parti du mouvement populaire (PMP) de l’ancien président Traian Băsescu, et M10, le parti de Monica Macovei, ancienne ministre de la Justice. Pour la mairie de Bucarest, à noter la présence du parti Uniunea Salvați Bucureștiul (USB), dont le leader Nicușor Dan avait créé la surprise en 2012 en obtenant près de 10% des suffrages.

Quelle impression ?

Jonas Mercier

Déclin des quotidiens en papier, difficile structuration des médias en ligne, intérêt croissant pour un journalisme de qualité... Le paysage de la presse roumaine évolue et tente de s'adapter à un contexte économique et technologique en mutation constante. En mars 2009, *Regard* avait consacré un grand dossier aux médias roumains. Concernant la presse, qu'en est-il sept ans plus tard ?

Dans la plupart des grandes villes roumaines, les kiosques à journaux se font de plus en plus rares, conséquence de la crise d'une part, et de l'essor de l'Internet d'autre part. Les rares quotidiens nationaux qui ont résisté, tels *Evenimentul Zilei* ou *România Liberă*, enregistrent des ventes particulièrement faibles. Seuls les deux tabloïds *Click!* et *Libertatea* peuvent se targuer d'une diffusion honorable qui approche 90 000 exemplaires pour le premier, et 60 000 exemplaires pour le second (voir encadré). « *La presse roumaine a sans doute été plus touchée par la crise et le développement du secteur numérique qu'ailleurs*, estime l'analyste des médias Iulian Comănescu. *Ici, le marché était très compétitif avant 2008, des centaines de millions d'euros ont été investis par nos magnats. Mais quand les choses ont commencé à se gâter, les anciens journaux sérieux sont devenus des proies faciles pour divers groupes politiques qui les ont transformés en organes de communication de leurs partis.* »

Les médias en ligne ont de leur côté connu une évolution inverse, profitant de la baisse des ventes de la presse papier. Mais ils n'ont pas su évoluer au même rythme que les tendances du web, notamment en termes de modèle économique. Aujourd'hui, si les dépenses publicitaires en ligne augmentent chaque année, la majeure partie se dirige vers Google et Facebook, grands agrégateurs de contenu, qui proposent aux annonceurs des produits beaucoup plus attractifs que les traditionnels encarts publicitaires des sites d'information. La télévision, par contre, est restée la reine de la publicité. Elle attire à elle seule plus de 60% des dépenses publicitaires globales, soit environ 200 millions d'euros.

Tout cela a accentué la « tabloïdisation » de l'information. « *Le paysage médiatique roumain s'inscrit désormais dans un modèle journalistique pratiqué notamment dans les pays du sud de l'Europe, comme en Italie, en Espagne ou en Grèce. L'exagération est devenue la norme* », explique le doyen et fondateur de la Faculté de journalisme et des sciences de la communication de Bucarest, Mihai Coman. Le sensationnel prime, et la course à l'audience se fait de plus en plus aux dépens de la qualité de la démarche journalistique. « *Souvent les informations apparaissent d'abord à la télévision, avec un «breaking news», souligne le journaliste d'investigation Attila Biro. Elles sont ensuite reprises par les sites Internet qui ont généralement toujours un train de retard. De plus, ces mêmes informations sont de moins en moins vérifiées et les erreurs se multiplient.* » Une autre problématique concerne les académies privées de journalisme, certaines affiliées à de grands groupes médias. « *La formation journalistique y est bien souvent superficielle, et les cours ne sont pas du tout sensibles aux questions d'éthique du métier* », ajoute Mihai Coman.

Ceci étant, les bons journalistes ne manquent pas en Roumanie, une presse de qualité commence à faire timidement son apparition. Elle touche un lectorat de niche et prend la forme du journalisme d'investigation ou narratif. Le succès de sites comme *riseproject.ro*, *casajournalistului.ro* ou *pressone.ro* prouve qu'une demande pour un autre type de contenu existe. « *Leur public est significatif car les articles qu'ils publient sont très lus*, précise Iulian Comănescu. *Si leur trafic est plus faible que les gros sites d'information, c'est simplement parce qu'ils produisent moins.* »

En quelques années, les ventes des quotidiens nationaux généralistes se sont considérablement réduites. Le plus vendu est *Evenimentul Zilei*, mais il ne totalise que 12 000 ventes quotidiennes en moyenne *. Il est suivi de près par *România Liberă* (10 500) et *Adevărul* (9 000). À noter cependant que certains quotidiens régionaux s'en sortent mieux, notamment en Transylvanie – proportionnellement à leur lectorat. *Jurnal Arădean* enregistre 13 000 ventes quotidiennes, le journal de langue hongroise *Bihari Naplo*, 10 000, et *Tribuna*, de Sibiu, 9 500. Les deux principaux tabloïds du marché maintiennent également des ventes honorables. *Click!*, le leader du marché, écoule ainsi près de 90 000 journaux par jour, et *Libertatea* environ 60 000. Quant au seul journal sportif qui a gardé une édition papier, *Gazeta Sporturilor*, il fait état de 23 000 ventes quotidiennes. Et dépasse tout juste le journal de l'Église orthodoxe, *Ziarul Lumina*, avec 22 000 ventes moyennes par jour. De son côté, le quotidien économique *Ziarul Financiar*, considéré comme l'un des journaux les plus sérieux du marché, séduit de moins en moins dans sa version papier (6 500 journaux vendus par jour).

* Chiffres du BRAT (Bureau roumain de l'audit transmédia), résultat des moyennes de ventes enregistrées entre juillet et septembre 2015.

ROMÂNIA OAMENI AFACERI CORUPȚIE LUMEA EDITORIALE  ENGLISH   14K

cucereasca optmiari. A reușit de 6 ori.
"Noi nu riscăm, noi administrăm riscul", spune el.



ROMÂNIA / Roxana Garaiman
Capătul lumii, lângă București
La câțiva kilometri de Capitală, pe malul Dâmboviței, am dat de ruinele a două biserici, de legende cu boieri, averi pierdute și prea multă singurătate.

LUMEA / Valentin Șchiopu
Eleva Geta Popescu e cu capul în nori
Povestea fetei care, la 12 ani și 8 luni, a urcat pe Aconcagua, devenind cea mai tânără alpinistă din lume pe cel mai înalt vârf din emisfera sudică.



Sinteza silei
Cronica unei zile în care circuitul din politică a rămas intact: premierul a fost certat în Senat, iar președintele a ratat șansa de a rămâne filozof.



ROMÂNIA / Codruța Simina
Banca de rezervă a Guvernului
3,3 miliarde de lei a cheltuit Executivul în ultimii 2 ani din Fondul de Rezervă. Cu acești bani se puteau construi 5 spitale regionale sau 2000 de școli.

Le rapport de force entre les différents médias n'est pas forcément le même dans les kiosques et sur Internet. C'est le site d'information de la télévision ProTV (*stirileprotv.ro*) qui attire le plus de lecteurs, avec 725 000 visites par jour *. Il est suivi par *adevărul.ro* (519 000) et le site de la chaîne d'information en continu *antena3.ro* (490 000). Suivent les pages Internet de deux autres chaînes de télévision (*romaniatv.net* et *realitatea.net*). Quant aux sites d'agence comme *hotnews.ro* ou *mediafax.ro*, ils tournent autour de 300 000 visites par jour. Dans la catégorie tabloïd, *libertatea.ro* est loin devant avec 750 000 visites quotidiennes, suivi de *cancan.ro* (590 000) et de *spynews.ro* (555 000). *Click!*, le leader incontesté en version papier, n'enregistre que 217 000 visites sur son site.

* Chiffres du BRAT (Bureau roumain de l'audit transmédia) comptabilisant le nombre de visites par site Internet au 19 février 2016.

12 Société REGARD

REGARD Société 13

Photo prise mi-février
devant le magasin F64
à Bucarest,
boulevard Unirii.
Dans la capitale
roumaine, on
recense environ 5 000
personnes sans abri,
et 700 enfants vivant
dans la rue (mineurs
isolés). Pionnier de
l'aide aux individus
sans logement fixe,
le Samusocial de
Roumanie porte
secours tous les ans à
1 500 personnes,
à l'aide des équipes
mobiles et du
centre de jour.
Ces deux dernières
années, les équipes
se confrontent à un
nombre croissant de
familles vivant dans
des conditions
d'extrême précarité,
et a donc fait évoluer
ses services pour
assurer la survie des
nourrissons et la
scolarité des enfants
âgés de 5 à 12 ans.
Pour plus
d'informations :
www.samusocial.ro.

Photo : D.R.



Mi-janvier, quatre bisons ont été retrouvés morts dans les monts Ţarcu, à l'ouest du pays. L'analyse des cadavres a conclu qu'au moins deux d'entre eux avaient été tués par des chiens errants semi-sauvages. Magor Csibi, directeur de WWF (World Wildlife Fund) en Roumanie, parle de l'incident et de ces hordes de chiens qui perturbent l'écosystème des forêts.



Regard : Que s'est-il passé mi-janvier dans les monts Ţarcu ?

Magor Csibi : Il faut replacer l'incident dans son contexte. Au printemps de l'année dernière, notre association a mené un programme d'introduction de quatorze bisons dans les monts Ţarcu. Le premier hiver est pour eux une mise à l'épreuve, le groupe passe par un processus d'acclimatation. Les quatre spécimens dont on parle se sont montrés particulièrement faibles, ils ont eu des difficultés à s'adapter à l'état sauvage. De plus, il y a un instinct de survie au sein du groupe, ces bisons ont été rejetés pour ne pas attirer l'attention des prédateurs sur l'ensemble du troupeau. Nous avons pu vérifier avec certitude que deux d'entre eux avaient été tués par des chiens. Pour les deux autres, nous avons observé des traces de morsures, mais nous ne pouvons pas faire de lien direct avec leur mort.

Quand nous avons débuté ce projet de repeuplement, notre intention n'était pas de placer les bisons dans une position dominante par rapport au reste de la faune sauvage. Nous nous attendions clairement à ce que des prédateurs puissent les attaquer. Si ces quatre bisons avaient été tués par des loups, nous ne nous serions pas vraiment inquiétés, cela aurait été dans la nature des choses.

D'où viennent ces chiens qui se déplacent en horde dans les forêts et qui peuvent attaquer d'autres animaux ?

Ils s'agit de chiens capturés dans les villes et rejetés en campagne, ou bien de chiens tout simplement abandonnés, mais aussi d'animaux de deuxième génération qui sont nés à l'état sauvage ou semi-sauvage.

Pourquoi ce phénomène vous inquiète-t-il ? Les chiens ne sont-ils pas des animaux comme les autres ?

En milieu forestier, non, pas vraiment. Le loup est bien mieux intégré que le chien dans l'écosystème. La manière dont il chasse ne dérange pas l'équilibre existant. Les chiens, eux, sont opportunistes, ils dérangent tous les animaux. Leurs habitudes de chasse sont complètement différentes de celles des autres mammifères, tout comme leur comportement. Les animaux de la forêt cohabitent avec les loups depuis des milliers d'années, ils connaissent leurs habitudes et savent comment se protéger. La présence des chiens les perturbe.

Par ailleurs, ils se reproduisent plus rapidement que les loups...

Effectivement, les loups ne se multiplieront jamais plus que nécessaire sur le territoire qu'ils dominent. Cet instinct n'existe pas chez le chien, qui s'est trop habitué à l'homme et n'a pas gardé cette connexion avec la nature. La multiplication des chiens est exponentielle, ils pourraient bientôt dépasser le nombre de loups. Ceci étant, il n'y a pas de concurrence directe entre eux, les loups restent plus forts. Le problème concerne plutôt la nourriture disponible. Si les chiens chassent et dérangent tous les animaux de la forêt, les loups auront des difficultés à trouver leurs proies. L'équilibre de la forêt sera donc mis à mal et nous ne pouvons pas en connaître les conséquences, pour l'instant.

La présence de ces chiens en milieu sauvage est-elle un phénomène important en Roumanie ?

Difficile à dire. Nous ne connaissons même pas le nombre exact d'ours, alors qu'ils sont bien plus faciles à observer que les loups ou les chiens. Au niveau national, les ONG spécialisées dans l'observation des grands carnivores estiment que ces chiens sauvages sont des dizaines de milliers, voire plus de 100 000. Le plus urgent reste le travail en amont, c'est-à-dire la gestion des chiens errants dans les villes. Dans bien des cas, les mairies les capturent et les relâchent dans la nature. Il faudrait donc d'abord veiller à ce que la loi soit respectée, puis savoir combien de chiens vivent en milieu sauvage afin de suivre leurs habitudes de migration, de chasse, de reproduction, et ainsi établir une stratégie.

S'agit-il d'un problème nouveau ?

Relativement, oui. Depuis quelques années, de plus en plus d'observateurs qui travaillent sur le terrain nous disent que le nombre de chiens augmente dans les forêts. Et depuis que les villes, sous la pression de la population, cherchent à tout prix à se débarrasser de leurs chiens errants, leur présence en milieu sauvage a pris de l'ampleur. Nous savions qu'il existait une population de chiens abandonnés autour des grands parkings ou le long des routes nationales, mais il ne s'agissait pas de hordes et encore moins de prédateurs dominants. A l'heure actuelle, dans les monts Ţarcu, la horde qui domine est celle des chiens et non pas celle des loups ou d'un autre animal.

Cela peut-il devenir dangereux pour l'homme, notamment les promeneurs ?

Le danger existe, surtout si la population de ces chiens devient de plus en plus territoriale. On peut penser que les chiens sauvages ne sont pas encore très sûrs d'eux et qu'ils continuent de rôder autour des habitations, des villages. Mais quand ils commenceront à mieux connaître leur territoire, comme c'est le cas avec les chiens de berger, alors la situation deviendra plus compliquée.

Propos recueillis par Jonas Mercier.

Photo : Mihai Vasile / Mediafax

Le comptage individuel avec distribution sur l'horizontale dans le système de chauffage urbain

la solution la plus efficace pour l'alimentation en eau chaude et chauffage dans les blocs de logements

Es-tu curieux ?

❶ iasi@veolia.com
 ❷ 0 800 800 123
 ❸ [Facebook.com/veoliaenergieiasi](https://www.facebook.com/veoliaenergieiasi)

Indépendance par rapport aux voisins
 Coûts bas pour un confort élevé
 Economies d'énergie

Sécurité de la famille et des voisins
 Protection de l'environnement

Tu règles la température dans chaque pièce en fonction du confort dont tu as besoin

Tu as de l'eau chaude non-stop, à la température souhaitée

Tu élimines tout risque d'explosion, d'asphyxie ou de fuite de gaz

Tu démarres ou bien tu arrêtes le chauffage quand tu veux

Les tuyaux d'eau chaude et de chauffage de l'immeuble et des logements sont remplacés par des installations neuves

Compteur individuel à la porte: tu ne dépends plus des voisins mauvais-payeurs



Laura Codruța Kövesi (photo), procureur en chef de la Direction nationale anti-corruption (DNA), a présenté fin février le bilan 2015 de l'activité de son institution, qui a envoyé l'année dernière 1 250 inculpés devant les tribunaux pour des faits de corruption. Cinq fois plus de ministres et de parlementaires ont été mis en accusation par rapport à 2014, dont l'ancien Premier ministre Victor Ponta, cinq ministres, seize députés, cinq sénateurs, un juge de la Cour constitutionnelle (Toni Greblă) et l'ancien maire de la capitale Sorin Opreșcu. Plus de 100 maires et présidents de conseil départemental se sont également retrouvés devant les tribunaux suite aux actions de la DNA. Par ailleurs, le taux de condamnation des inculpés poursuivis par les procureurs anti-corruption reste élevé, le nombre d'acquittements ayant baissé de 7,63%, toujours par rapport à 2014. Enfin, la valeur cumulée des pots-de-vin suspectés par la DNA en 2015 a été de 431 millions d'euros. « Ces résultats montrent que la consolidation de l'État de droit est sur la bonne voie », a affirmé le président Klaus Iohannis lors de la présentation du bilan. Cependant, il est à noter que mi-mars (au bouclage de ce numéro), une décision de la Cour constitutionnelle bloquant la collaboration entre les services de renseignement et la DNA, notamment concernant les écoutes téléphoniques, agitait fortement le débat public. I.L.

Photo : Andreea Alexandru / Mediafax

BRÈVE - Sondage

Peu d'élan

Plus de 50% des Roumains ne sauraient pas pour qui voter, ou s'ils le feront, à l'occasion des élections locales et parlementaires prévues cette année, selon un sondage d'opinion récent réalisé par l'Institut des études sociales et politiques (ISSPOL). 38% des personnes interrogées ne sauraient pas qui choisir, tandis que 16% des sondés auraient décidé ne pas se rendre aux urnes. Pour les élections locales qui auront lieu le 5 juin, parmi les électeurs qui comptent se rendre aux urnes, les sociaux-démocrates arrivent en tête avec 48% des intentions de vote, suivis des libéraux (39%). L'Alliance des libéraux et des démocrates ne recueilleraient que 5% des suffrages, le Parti du mouvement populaire (avec à sa tête l'ancien président Traian Băsescu) 4%, l'UDMR (parti de la minorité hongroise) 3%, et l'Union nationale pour le progrès de la Roumanie 1%. Ce sondage a été réalisé au niveau national du 1er au 5 février sur un échantillon de 1 065 personnes. I.L.

BRÈVE

Lourde peine confirmée en appel contre Vișinescu

Pour la première fois depuis la chute de la dictature communiste en Roumanie il y a 26 ans, un ancien commandant de prison politique a été condamné de manière définitive pour crimes contre l'humanité. Le 10 février, Alexandru Vișinescu, 90 ans, a vu sa peine de 20 ans de prison confirmée par la Haute cour de justice qui a rejeté sa demande d'acquittement. Les juges l'ont reconnu coupable d'avoir appliqué un « régime d'extermination » dans le pénitencier de Râmnicu Sărat (est du pays) entre 1956 et 1963, au plus fort de la vague de répression contre toute forme de dissidence. Au moins 14 prisonniers sont morts des suites de privations et mauvais traitements dans cet « enfer du silence » où les détenus n'étaient pas autorisés à parler. Tout en se félicitant de cette condamnation définitive, l'Institut pour la recherche sur les crimes du communisme (IICMER) a appelé la justice à poursuivre le jugement des anciens responsables du régime totalitaire afin que le procès Vișinescu ne soit pas juste « un alibi ».

Isabelle Wesselingh



Photo : Andreea Alexandru / Mediafax

LA CHRONIQUE de Nicolas Don

La nostalgie n'est plus ce qu'elle était*

Juin 1984, Paris, Parc des Princes. Michel Platini plante la première banderille dans la peau de l'Espagne. Les Bleus s'imposent en finale du Championnat d'Europe de football. Il s'agit tout simplement du premier titre continental – en sport collectif – de l'histoire sportive du pays.

Juillet 1994, San Francisco, Stanford Stadium. La Suède bat la Roumanie et se qualifie pour les demi-finales de la Coupe du Monde de football. À l'issue d'un match que les « tricolorii » auraient pu / dû gagner, mille fois. Ils avaient tout : le talent, la fougue, la discipline et un chef d'orchestre appartenant déjà à l'histoire du jeu : Gheorghe Hagi. Une équipe magique lors de cette compétition, avec de très grands joueurs, de l'avis unanime. Les Roumains parlent, aujourd'hui encore, de la génération en or. Mais en cet été de l'Euro 2016, nous sommes bien loin de l'or.

Côté sportif, l'équipe de France n'est pas certaine de réaliser sur son propre sol le même exploit qu'en 1984. Une victoire finale frôlerait la

divine surprise. Du côté de l'image et du symbole, les mésaventures de Michel Platini, éjecté de la gouvernance du football mondial, n'ont pas fini de faire des vagues et ternir une image, devenue icône.

La Roumanie n'imagine pas une seule seconde soulever le trophée à l'issue de la finale. Participer au match d'ouverture le 10 juin au Stade de France, précisément contre la France, est déjà un exploit. La pauvreté du spectacle proposé, malgré la qualification à l'arraché, étant à tout point conforme à la réalité du football local. Des dirigeants en prison pour corruption, des joueurs pas payés, des matchs truqués, des tribunes vides et donc des résultats qui vont avec : inexistantes.

Reste l'exception qui, une fois de plus, confirme la règle. Elle a pour nom Gheorghe Hagi. Le « Maradona des Carpates » a posé ses valises au pays après un long périple qui l'a emmené, en tant que joueur et entraîneur, dans les plus grands clubs du monde. De Barcelone au Real Madrid. Il est reparti de zéro, chez lui à Constanța, avec ce que l'on appelle une académie de football, devenue au fil des ans une équipe qui vise le titre de champion de Roumanie. Voilà pour le côté sportif.

L'image et le symbole sont d'ores et déjà assurés par la descendance : Ianis, le fils aîné, fête cette année ses 18 ans. Il s'apprête à rejoindre le championnat italien. « La Serie A » que son père a éclairé jadis de toute sa classe.

Rendez-vous donc d'ici quelques années. Pour d'autres matches internationaux, en Italie comme en Roumanie. Dans 13 pays différents, pour la toute première fois de l'histoire du foot. Cela s'appelle l'Euro 2020.

* Titre emprunté à Simone Signoret.

LA CHRONIQUE d'Isabelle Wesselingh

journaliste à l'Agence France-Presse

« Un grand déshonneur » qui rassemble

Toute la salle s'est levée, applaudissant à tout rompre. Il y avait là, parmi les gens debout, enthousiastes et émus, des Roumains, roms et non roms, un ambassadeur (de Suisse) et sa femme, un adolescent rom qui avait connu la misère avant d'être aidé à relever la tête, un Rom conseiller au gouvernement, des physiciennes roumaines, des diplômés de sciences politiques, des Roumains de la minorité hongroise, des lycéennes, une femme de ménage, une designer de bijoux, quelques étudiants étrangers et bien d'autres. Tous, quelle que fut leur origine et leur histoire, frappaient dans leurs mains pour dire combien ils venaient d'être touchés par la pièce que venaient d'interpréter sur la scène du Clubul Țăranului, une troupe d'acteurs emmenés par Alina Șerban, une jeune actrice et dramaturge roumaine, rom, diplômée de la prestigieuse école de théâtre britannique Royal Academy of Dramatic Art. L'espace d'une soirée, ce furent toute la force d'un texte et la magie du théâtre qui devinrent palpables, rassemblant dans une même émotion des gens différents. À l'heure où des clôtures se dressent en Europe, où les discours sur une prétendue impossibilité à vivre avec les autres – les réfugiés, les Roms, les migrants, les plus pauvres – se multiplient, il y eut dans cette salle de Bucarest une démonstration éclatante du contraire, une illustration de tout ce qui peut lier la nature humaine.

Et pourtant, le thème de la pièce – les 500 ans d'esclavage des Roms en Roumanie et les conséquences de cette histoire non dite – promettait de faire jaillir blessures et hontes longtemps enfouies. Certains bureaucrates tentèrent de mettre en garde : utiliser le mot « esclavage » ne ferait que diviser au lieu de rassembler. Il aurait fallu enjoliver, taire la brutalité pour rassembler. Alina Șerban fit le pari inverse. Convoquant par une habile dramaturgie

des personnages historiques sur scène, elle laissa entendre les déclarations de propriétaires d'esclaves jugeant ces derniers inférieurs aux animaux, les réticences de l'Église orthodoxe à se défaire de cette main d'œuvre gratuite. Mais face à cette inhumanité, elle fit résonner haut et fort sur scène le courage et la dignité de certains hommes politiques roumains qui luttèrent pour mettre fin à ce « grand déshonneur », mot employé par Mihail Kogălniceanu. Puis, elle creusa dans les relations d'aujourd'hui, avec subtilité, pour voir combien cette page occultée peut encore peser. Point de manichéisme dans ses personnages, les Roms ne pensent pas tous de la même manière, se déchirent sur la nécessité de rappeler cette Histoire. L'amour fait fi du rom ou non rom et lie deux étudiants. Mais lui ne comprend pas la blessure qu'elle porte, sa douleur à entendre « les tziganes, tous les mêmes » tout le temps.

Quand la pièce prit fin, les spectateurs sont restés, longtemps pour parler avec les acteurs. « *Je suis étudiante, roumaine, et comme beaucoup je n'avais pas la moindre idée de cette histoire. Merci de me l'avoir faite découvrir. Je comprends mieux beaucoup de choses* », dit une des spectatrices. Une des actrices roms confie qu'elle non plus ne savait quasiment rien sur cette période. C'est un dialogue plein de chaleur et de questionnements qui se noue, liant Roumains roms et non roms. La pièce « Le grand déshonneur » n'était pourtant présentée que dans une version lecture, brute, sans décor, costume, etc.... Pour continuer, Alina Șerban et ses acteurs auront besoin qu'un théâtre, un sponsor s'implique et leur donne les moyens de travailler pour en faire un spectacle complet. Avant de partir, un groupe de trentenaires roumains lui lancent : « *Il faut que ça continue, que la pièce soit montrée dans toute la Roumanie ! à l'étranger !* » ■

BRÈVE - Communiqué

REGARD

Présentation

Titres

Abonnement

Archives

Partenaires

Contact



REGARD

regard.ro



Cher lecteur, vous aimez la revue *Regard* ? Vous pouvez lui donner un petit coup de pouce et lui destiner jusqu'à 2% de votre impôt annuel. Pour cela, il suffit de compléter et déposer le formulaire 230 (pour les particuliers) ou le formulaire 200 (pour les entreprises), téléchargeables depuis le site de l'Anaf (anaf.ro) – seule la première page est à remplir. Le formulaire doit être ensuite remis au guichet de votre organe fiscal, ou envoyé en lettre recommandée. La date limite de dépôt est le 25 mai 2016.

De nombreuses associations ou fondations ont besoin de soutien, celles qui viennent en aide aux personnes démunies en premier lieu. C'est pourquoi Fundația Francofonia, editrice du journal et de la revue *Regard*, n'a que très peu communiqué sur la possibilité de lui rediriger ce 2% d'impôt. Mais afin de poursuivre sa tâche et d'informer précisément sur ces actions sociales essentielles, nous avons également besoin du soutien de nos lecteurs. Pour plus d'informations – notamment sur les données de la fondation –, merci de contacter la rédaction : laurent@regard.ro

Note : À partir de ce premier numéro 2016 de *Regard*, la direction de Fundația Francofonia va changer. Après plus de six ans, Bruno Roche quitte la place de président. Au nom de l'ensemble de la rédaction, je tiens à le remercier pour son soutien continu. En tant que rédacteur en chef, ce fut un plaisir de collaborer avec lui, sa connaissance des problématiques propres aux médias et sa confiance totale quant aux choix de la rédaction ont permis un développement serein du journal et de la revue.

Laurent Couderc, rédacteur en chef.

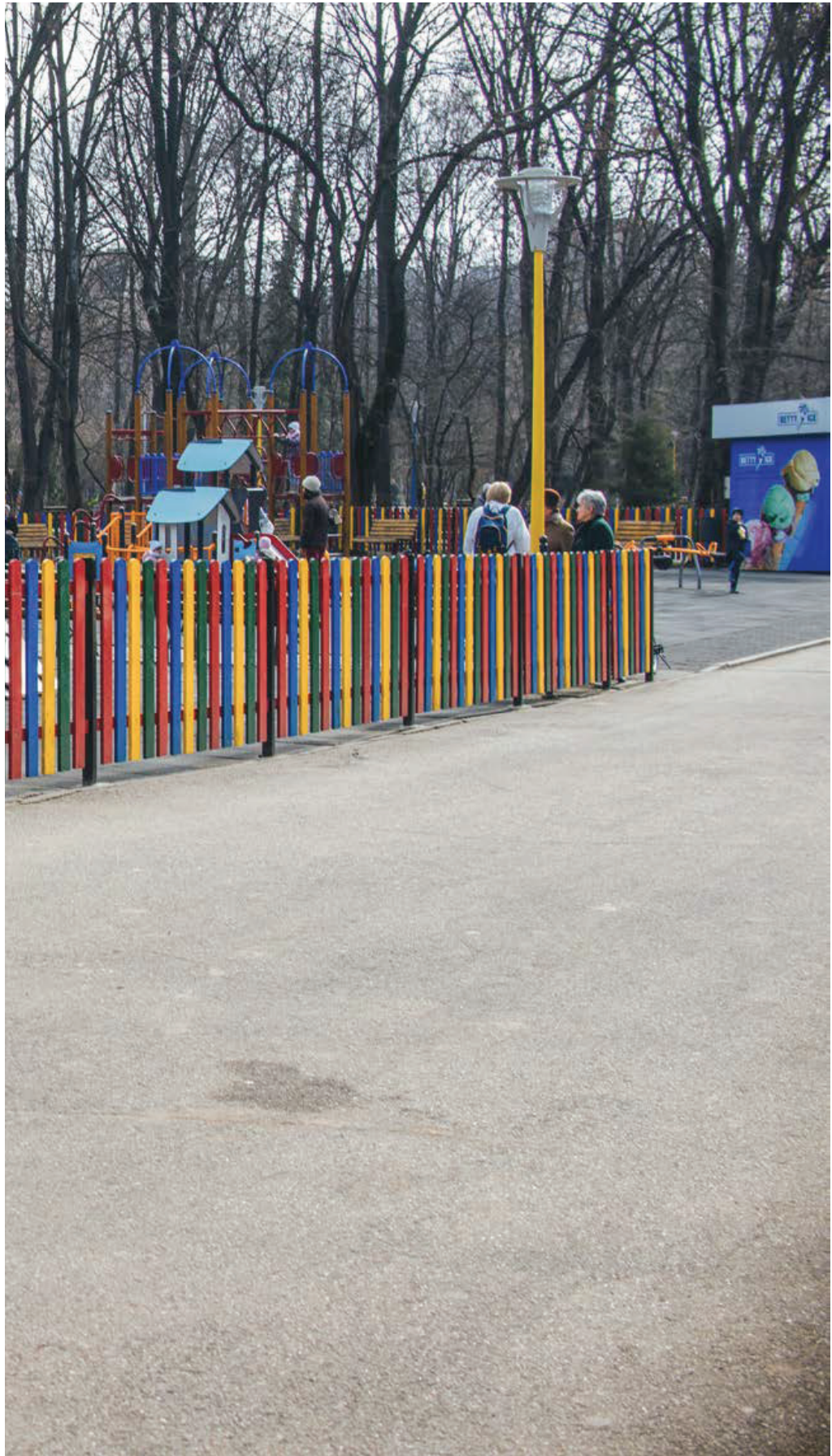


Photo prise fin février dans le parc Lia Manoliu de Bucarest, où se trouve le stade Arena Națională. Une étude de l'Institut national de recherche et de formation culturelle (INCF), présentée fin février au centre Arcub, a mis en lumière les activités et préférences culturelles des habitants de la capitale.

Organisée dans le cadre de la candidature de Bucarest pour devenir Capitale européenne de la culture en 2021, cette étude révèle que 80,9% des Bucarestois se promènent au moins une fois par mois dans les parcs de la ville.

Parmi leurs autres loisirs – à l'extérieur ou chez eux –, il y a la danse (35,1%), la photographie (21,1%) et l'écriture (18,1%).

Et près de la moitié d'entre eux disent assister plus d'une fois par an à un événement culturel.

Le sondage de l'étude a été réalisé durant l'été 2015 sur un panel représentatif de 1 068 personnes.

Texte et photo :
Pauline Choitel



Textes : Jonas Mercier
Photos : Mihai Barbu

La Régie autonome de transport de Bucarest (RATB) a vu le jour en 1990, juste après la chute du régime communiste, remplaçant l'ITB (entreprise de transport de Bucarest). L'histoire des transports en commun de la capitale roumaine a plus de 100 ans, elle a commencé par un genre de wagon tiré par des chevaux.

Puis, sous le communisme, l'ancienne ITB deviendra l'une des entreprises les plus importantes du pays, avec plus de 30 000 salariés et des usines de production de tramways et de trolleybus – le métro de Bucarest, construit dans les années 1980, fait partie d'une entité différente, la Metrorex.

Aujourd'hui, la RATB dispose toujours d'une usine, dans le sud de Bucarest, où sont fabriqués et modernisés des tramways. Mais sa situation financière est proche de la faillite, et les conditions de circulation se sont beaucoup dégradées ces derniers temps, malgré l'acquisition d'autobus et de trolleybus modernes dans les années 2000.

RATB : EN MANQUE DE VOIE

Quelques chiffres

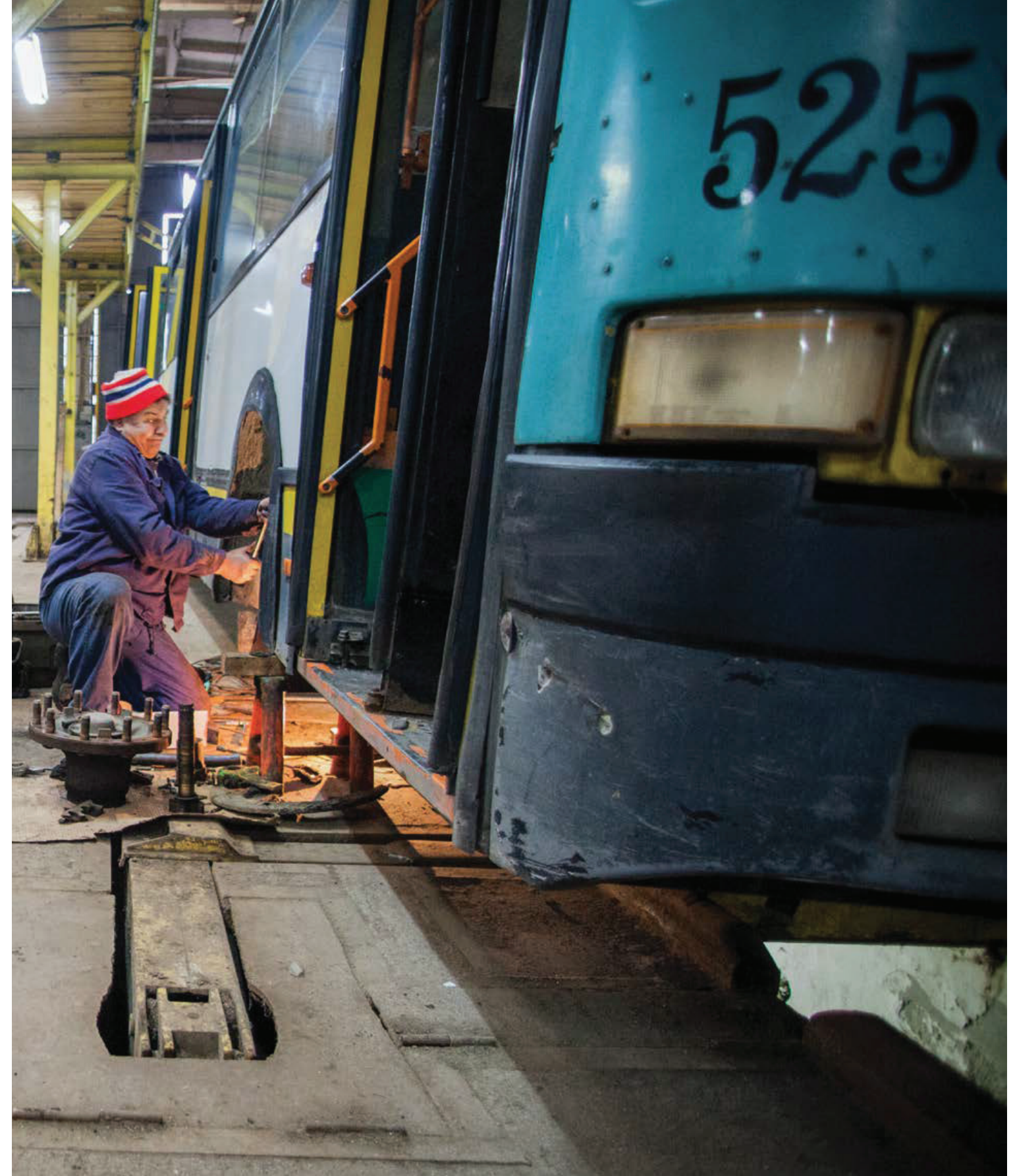
La RATB, c'est 148 lignes de transport en commun de surface, dont 24 pour les tramways, 15 pour les trolleybus et 109 pour les autobus. La régie détient plus de 1 900 véhicules, dont 1 147 autobus, 483 tramways et 297 trolleybus. C'est aussi plus de 1 500 km de lignes et près de 2 400 stations. Environ 2,6 millions de voyages sont enregistrés par jour pour l'ensemble des véhicules de la RATB, soit 786 millions par an – selon la direction, le nombre d'usagers est cependant difficile à déterminer. Enfin, la régie bucarestoise des transports en commun emploie 10 500 salariés.



A photograph showing two men in a workshop. One man, wearing a blue beanie and a grey jacket, stands with his hands in his pockets. The other man, wearing a dark blue jacket and a dark beanie, stands next to him. They are in a large industrial space with yellow overhead cranes and a large tire in the foreground.

Des problèmes financiers chroniques

Fait indéniable, la RATB va mal et personne ne s'en cache. Depuis des années, les problèmes financiers de la régie sont connus et fréquemment dénoncés tant par la direction que par les syndicats. Elle est entièrement financée par la mairie, et le budget alloué chaque année ne couvre que partiellement les coûts de fonctionnement. La conséquence la plus visible de ce sous-financement chronique est l'entretien précaire des véhicules. Sur 1 000 autobus de la RATB, seulement 690 circulent. Les autres sont au garage, en attente de pièces de rechange que la régie n'a plus les moyens de payer. « *Les coûts d'entretien ont énormément augmenté pour les autobus de marque Mercedes, car ils ne sont plus sous garantie* », explique la direction. La situation est identique pour les tramways (256 sont en état de fonctionnement sur un fond de 475), et les trolleybus (172 trolleys sur 297). Par ailleurs, les syndicats dénoncent régulièrement la mauvaise gestion de la régie et les conditions de travail. « *Nous ne sommes pas satisfaits de nos salaires, qui sont trop bas, et des heures supplémentaires que nous ne pouvons pas faire pour arrondir nos fins de mois* », déclarait le président de la Fédération des Syndicats 2014, Ion Usturoi, lors d'une manifestation organisée fin février.





Les trolleybus

Avec leurs deux antennes, ils font penser à de gigantesques sauterelles urbaines. Mélange entre le bus et le tramway, les trolleybus ont l'avantage d'être silencieux et non polluants, et de ne pas avoir besoin de voies spéciales mais seulement d'un réseau électrique aérien. Assez répandu en France après la Seconde Guerre mondiale, les réseaux de trolleybus ont progressivement disparu.

Aujourd'hui, seules quatre villes l'ont maintenu : Lyon, Nancy, Saint-Étienne et Limoges. Dans les anciens pays communistes, le trolleybus a toujours été un moyen de transport urbain très répandu. La RATB a hérité d'un réseau conséquent et l'a partiellement maintenu, bien qu'on ne compte aujourd'hui plus que 15 lignes à Bucarest. Mais elles ne sont pas prêtes de disparaître, la régie ayant acquis une centaine de véhicules neufs en 2007.



Raluca Popescu, 40 ans,
usager de la RATB :

« J'utilise la RATB depuis toujours, car je n'ai pas de voiture. Mais j'ai rarement voyagé dans des conditions civilisées. Le plus souvent, les bus sont pleins à craquer et on suffoque à l'intérieur. On en ressort en transpirant ou frigorifié, selon les saisons. Dans les années 2000, de nouveaux véhicules sont apparus et les conditions de voyage se sont améliorées. Les bus, trolleys et tramways ont commencé à être un peu moins remplis, peut-être parce que de plus en plus de Bucarestois ont aussi choisi d'autres moyens de transport, comme la voiture. Néanmoins, malgré ces changements, voyager avec la RATB reste désagréable. Les bus sont sales, les climatisations, quand elles fonctionnent, sont mal réglées et il fait parfois plus chaud à l'intérieur qu'à l'extérieur. Depuis que j'ai un enfant, j'ai également constaté qu'il était quasiment impossible d'utiliser la RATB avec une poussette, en dehors de quelques tramways à plancher bas. Si vous avez des problèmes de mobilité, il est clair que les transports en commun de Bucarest ne sont pas une option pour se déplacer. »



Radu Mândreanu, 47 ans,
chef du dépôt de trolleybus
de Bujoreni, à l'ouest
de Bucarest :

« Mon père était directeur technique à l'ITB (l'ancienne RATB, ndlr), c'est lui qui nous a donné l'envie, à mon frère et à moi, d'entrer à la RATB. Dans la famille, je me souviens que nous avions des livres sur la RATP (Régie autonome des transports parisiens, ndlr), mais je n'ai encore jamais mis les pieds à Paris. J'ai à ma charge 334 employés, dont 218 chauffeurs, une douzaine sont d'ailleurs des femmes. Il faut avoir du caractère pour gérer cette équipe. Chez nous, on dit que l'humanité se divise en trois catégories : les gens biens, les gens méchants et les chauffeurs. Sur 105 trolleybus dont je dispose, je ne peux en faire circuler que 74, le reste est au garage. Notre plus gros problème est l'absence de pièces détachées pour les réparations. La RATB est sous-financée depuis une dizaine d'années et les véhicules, mais aussi les équipements et les bâtiments, se dégradent petit à petit. Le salaire moyen d'un chauffeur est de 2 500 lei (environ 550 euros, ndlr). Avant, il n'y avait pas de plafond pour les heures supplémentaires et certains chauffeurs faisaient jusqu'à 300 heures par mois pour gagner plus d'argent. Aujourd'hui, la direction impose à tout le monde le même programme, c'est pourquoi il existe un certain exode dans les rangs de la RATB. De plus en plus choisissent de partir travailler à Londres, pour conduire les beaux bus anglais à étage. Nos chauffeurs ont bonne réputation là-bas. »



Marin Cărbunaru,
60 ans, retraité :

« Je me souviens que dans les années 1970, il y avait deux classes dans les tramways. La première se trouvait dans le wagon du conducteur et le ticket coûtait 35 bani (environ 8 centimes d'euro, ndlr). Dans le wagon situé à l'arrière, en seconde, le ticket était à 25 bani (environ 5 centimes d'euro, ndlr). Pour les deux classes, il fallait entrer par la porte de derrière et l'on payait son ticket à un contrôleur. Quand j'étais étudiant, avec mes copains, on préférait monter en seconde, non seulement parce que c'était moins cher, mais aussi parce que le wagon était plus léger et qu'il se balançait sur les rails. À cette époque, il y avait bien plus de lignes de tramways qu'aujourd'hui. Et quand j'ai commencé à travailler, j'ai connu des tramways vraiment bondés. Je prenais la ligne qui remontait le boulevard Iuliu Maniu, aujourd'hui elle n'existe plus. Souvent, on ne pouvait pas entrer dans le tramway, alors j'attrapais les barres extérieures, je m'appuyais sur les escaliers et je voyageais comme ça. Pendant l'hiver, il faisait si froid que ma main gelait. À chaque arrêt, je devais me réchauffer si je ne voulais pas tomber. »



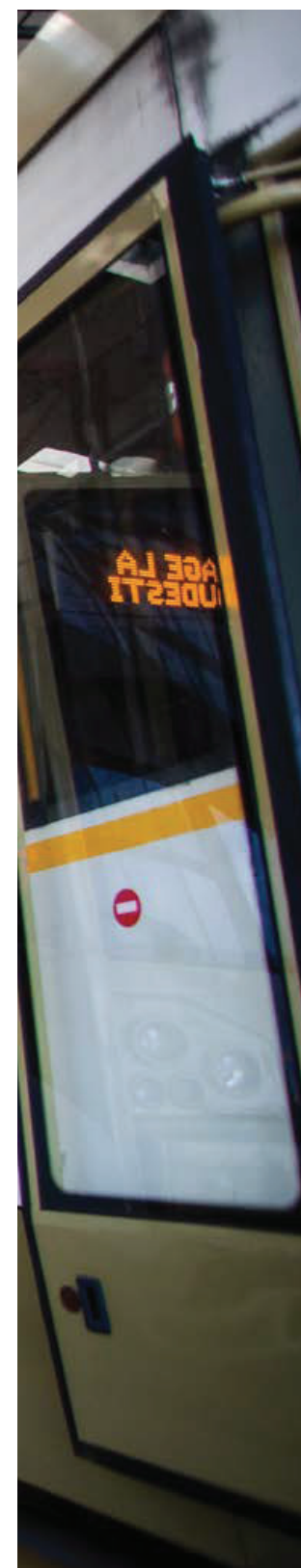
Manque d'entretien

La RATB assure ses véhicules avec le minimum obligatoire, le fameux RCA. Selon la direction, la loi empêche toute entité financée par l'argent public d'opter pour des assurances facultatives tous risques. Du coup, les actes de vandalisme ont fait perdre à la régie un million de lei (environ 220 000 euros, ndlr) en 2015. L'état intérieur des autobus, trolleybus et tramways s'est aussi fortement dégradé ces dernières années. L'été dernier, des usagers en sont venus à déposer une plainte auprès de l'Autorité nationale pour la protection du consommateur. La RATB a reçu une amende et a lancé un ample contrôle interne pour mettre au jour les lacunes qui ont permis à des véhicules aussi sales de circuler. Conclusion de l'enquête menée par la direction : « C'est à cause d'un produit d'entretien dont la date de péremption était dépassée... »

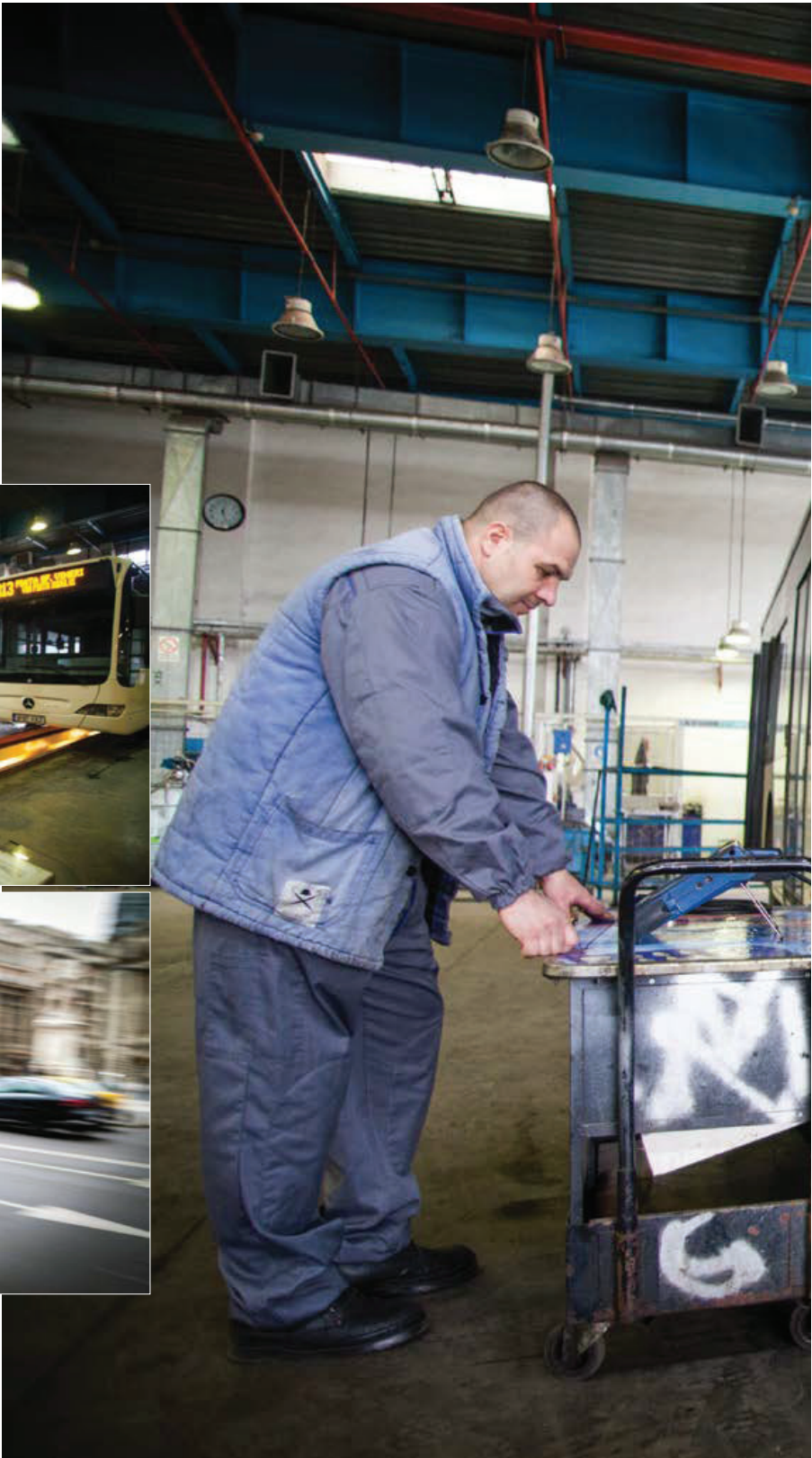
Des autobus et trolleybus importés, des tramways « made in Bucharest »

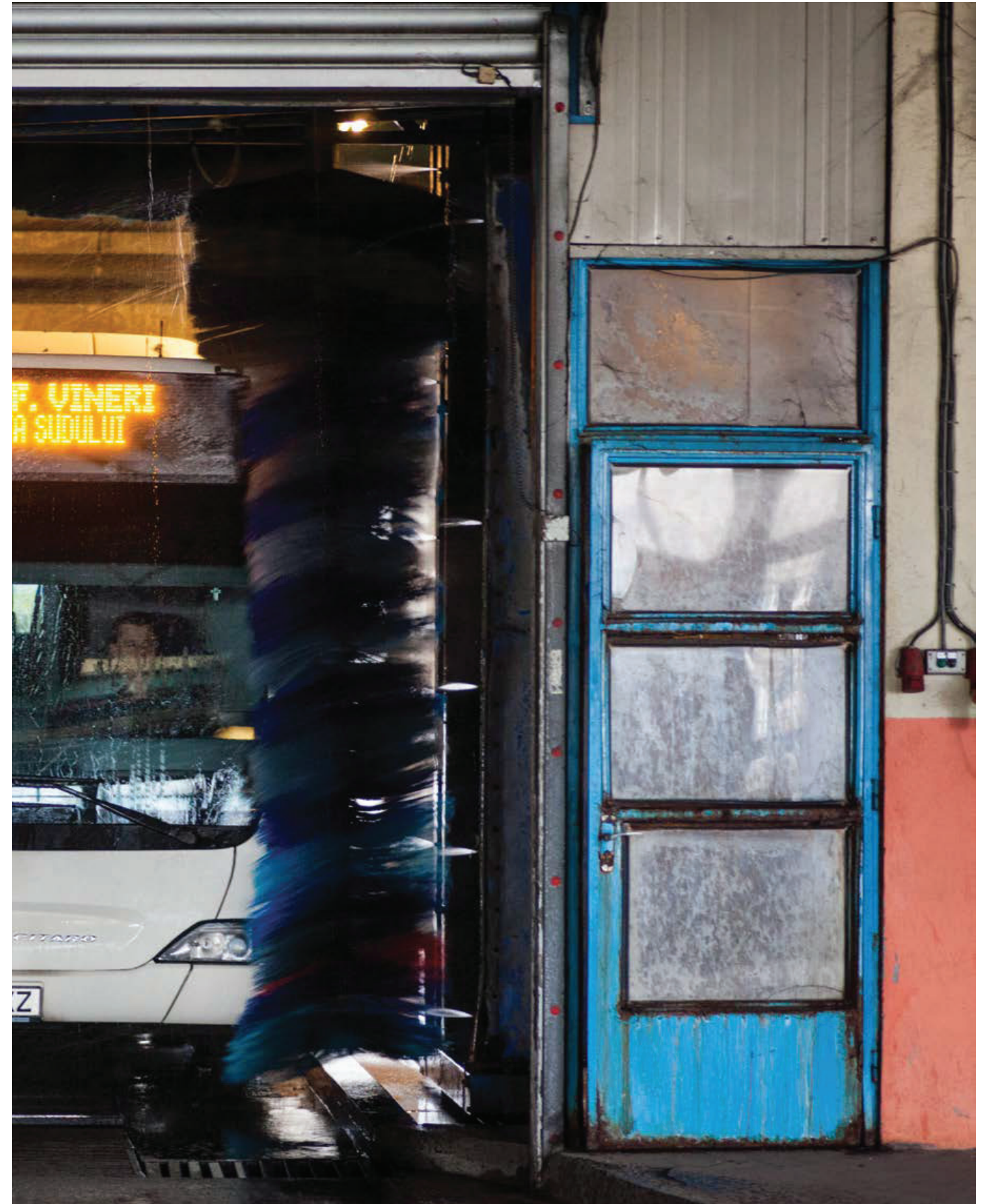


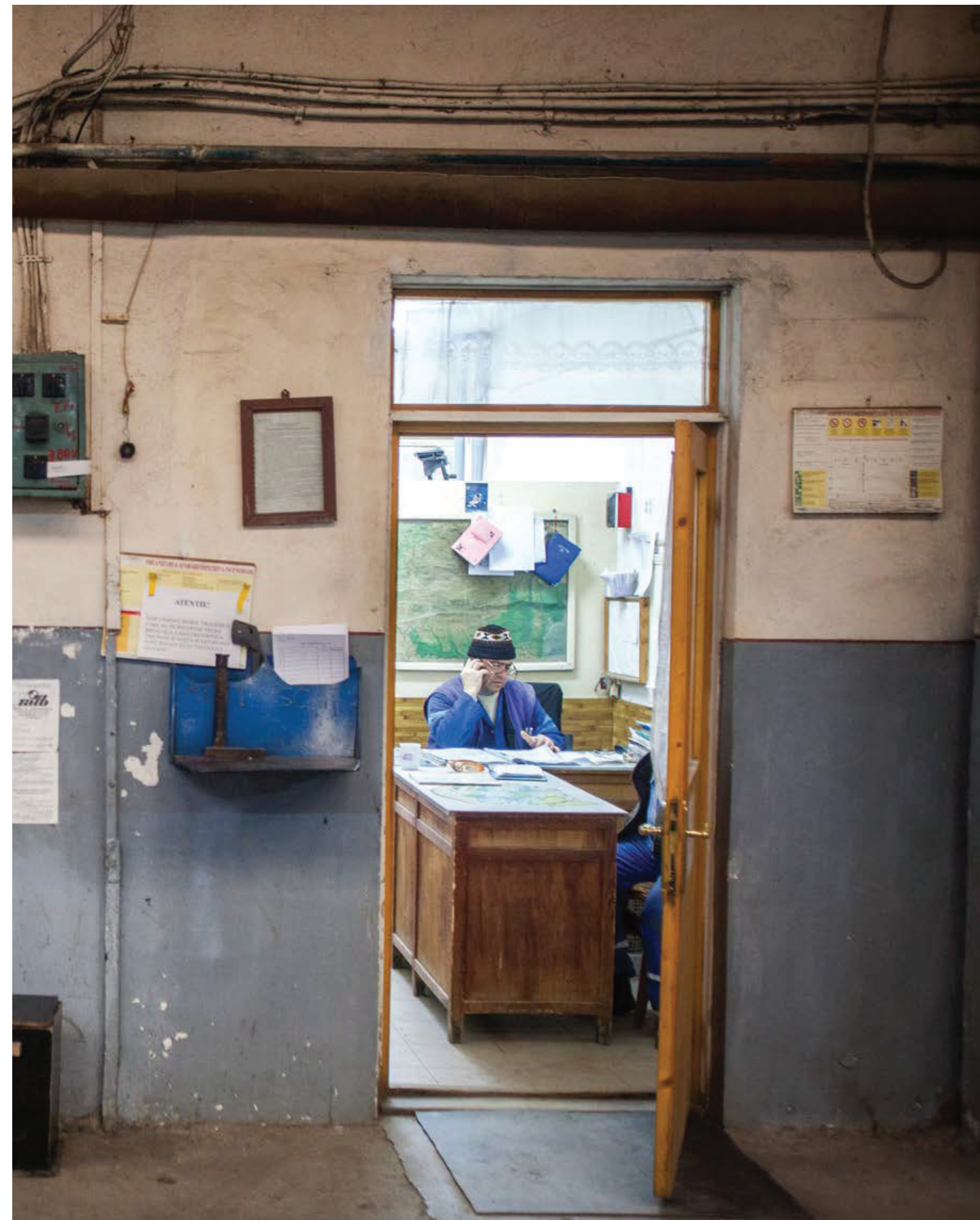
En 2009, la RATB a quasiment fini de renouveler son parc d'autobus avec l'arrivée d'un dernier lot de 150 Citaro fabriqués par Mercedes. Les trolleybus en circulation, anciens et nouveaux, ont également été importés. Seuls les tramways continuent d'être fabriqués et modernisés dans l'usine de la RATB. Le fleuron de la flotte est le Bucur LF pour « low floor » (plancher bas). Depuis 2009, une quinzaine ont été mis en circulation (photo : au dépôt de Dudești, à l'est de Bucarest).



**Base
des autobus,
à Obregia**
(au sud de la capitale)









La question des fonds

Texte et photo : Aline Fontaine

De Timișoara à Sulina, les panneaux des projets financés par l’Union européenne décorent les coins de rue. Le Programme opérationnel régional a en effet reçu pour l’édition 2007-2013 la plus grosse enveloppe des subventions communautaires, avec près de 9 milliards d’euros. Mais derrière cette fierté apparente, il y a des ratés et beaucoup de retards. Le 30 juin, les collectivités qui n’auront pas terminé leurs chantiers devront rembourser tous les fonds alloués par l’UE. Bilan avant la fin des comptes.

Quand l’Institut de recherche avancée sur l’environnement (Icam) a été lancé en 2010, il faisait rêver. Le site allait comprendre quatre étages, avec des outils de haute technologie et des chercheurs hors pair. Tout cela pour la somme de 10 millions d’euros, dont les deux-tiers proviendraient du Fonds européen pour le développement des régions (Feder). Avec un tel projet, l’université Vest de Timișoara aurait pu initier un bel élan. Mais depuis, le chantier du dit Icam s’est embourbé.

Sur le terrain niché entre la faculté d’art et la prison, les gaines qui dépassent du béton tremblotent. Le portail a même fini par rouiller. Seul signe de vie dans cette atmosphère moribonde, Vișinel et son chien. Ils passent par là plusieurs fois par semaine. Le temps d’une pause, l’homme ironise : « *Ils ont construit un étage tous les deux ans, si vous revenez dans cinq ans, peut-être qu’ils auront fini.* »

Une fois sa cigarette allumée, il raconte sa version des faits observés lors de ses promenades. Le chantier a commencé en novembre 2012 pour s’interrompre en décembre à cause du froid. Au printemps suivant, les travaux ont repris, mais en octobre, l’entreprise de construction a fait

faillite. L’université a intenté un procès contre cette première société puis a dû relancer un appel d’offres. Vișinel a eu l’œil attentif... « *En avril 2015, un nouveau groupe a repris les rênes du chantier. Les ouvriers tournaient toutes les trois semaines ; de leur côté, les constructeurs louaient beaucoup de matériel, mais un beau jour, ils ont tout arrêté parce qu’ils voulaient que l’université les paie plus qu’indiqué dans le contrat. Et ils ont à leur tour intenté un procès.* »

Depuis août dernier, le chantier est au point mort, le ministère de l’Éducation a bloqué le dossier, et l’université n’a pas les moyens de le redémarrer. Quant aux fonds européens, le vice-recteur et directeur-adjoint du projet de l’Icam ne sait plus où ils se trouvent, s’ils sont repartis à Bruxelles ou retenus à Bucarest. « *On a pu utiliser les fonds de l’UE tant que le chantier était en route, on a fourni les factures et on nous a versé l’argent, au compte-gouttes. Mais il doit encore nous rester des subventions, c’est sûr.* »

Mădălin Bunoiu ne croit pas qu’une éventuelle négligence de sa part soit la cause du problème. « *On ne pouvait pas savoir que les différents constructeurs n’étaient pas fiables. J’espère vraiment*

que Bucarest et Bruxelles vont le comprendre et nous accorder un délai supplémentaire d’un ou deux ans pour aboutir. » Et si les autorités ne compatissent pas ? Le vice-recteur ne sait pas ce qu’il adviendra de l’Icam, mais il se veut optimiste, ce serait dommage que les gaines de ce chantier non abouti tremblent dans l’air ad vitam eternam.

Dans la région Ouest, dont font partie les départements d’Arad, Caraș-Severin, Hunedoara et Timiș, la Commission européenne s’était engagée à verser 446 millions d’euros pour co-financer 430 projets de toute sorte sélectionnés entre 2007 et 2013 : aménagements routiers, de parcs, de maisons de retraite, isolation de bâtiments, construction de centres d’affaires ou encore rénovation d’églises. Avec cette aide, la région avait une ambition transparente : « *De l’aube au crépuscule, nous construisons un pays* », scandait son slogan. Sauf que Bruxelles avait posé une condition dans son partenariat avec les collectivités locales : que l’argent soit investi au soir du 31 décembre 2015. À cette date, comme certains projets n’étaient pas achevés, ou pire, n’avaient pas commencé, la région Ouest a perdu 100 millions d’euros.



On ne pouvait pas savoir que les différents constructeurs n’étaient pas fiables. J’espère vraiment que Bucarest et Bruxelles vont le comprendre et nous accorder un délai supplémentaire d’un ou deux ans pour aboutir.

Pour les projets en cours, il appartient désormais aux différentes administrations de combler la part du financement initialement prévue par la Commission. Et si d’ici le 30 juin, elles ne viennent pas à bout de leurs travaux, elles devront rembourser toutes les subventions versées avant le 31 décembre 2015 par l’UE. Ainsi, sur ses 35 projets entrepris grâce à l’aide européenne, la ville de Timișoara va devoir en financer 12 elle-même, et donc trouver 6 millions d’euros. D’autres grandes villes sont dans la même situation. Ploiești, par

exemple, va devoir racler ses fonds de tiroir pour terminer 11 projets, comme l’embellissement du parc municipal, ou l’agrandissement de l’hippodrome. Bucarest devra aussi puiser dans ses propres ressources pour pallier aux 30 millions d’euros qui manquent à l’achèvement du passage routier de Piața Sudului, de l’aménagement touristique des lacs Tei et Floreasca, ou encore des services d’urgence de l’hôpital Foișor. Selon Iulia Coșpănar, de l’ONG Transparency International, un scénario catastrophe attend la Roumanie. « *Nous savons tous que*

beaucoup de projets ne pourront pas être terminés à temps. Rien que les conditions météorologiques l’empêcheront. Par ailleurs, les collectivités locales comme nationales n’ont pas intégré dans leurs budgets 2016 les remboursements qu’elles devront adresser à la Commission. »

En décembre dernier, d’après le ministère du Développement régional et de l’administration publique, le taux d’absorption global du programme européen 2007-2013 n’était que de 66 % ; quasiment 3 milliards n’avaient pas été utilisés. La faute à qui ?

Apparemment, pas aux agences de développement régional, organismes intermédiaires entre les bénéficiaires et l'Autorité nationale de management, assure Miruna Vitcu, relai dans le Nord-Ouest : « Si les bénéficiaires démarrent leurs travaux en retard à cause de complications judiciaires par exemple, ce n'est pas de notre ressort. Nous ne sommes là que pour communiquer sur les possibilités de financement et pour nous assurer que les dossiers sont complets au moment de les envoyer à Bucarest. »

Et quand on questionne la Commission européenne, elle renvoie la balle au ministère des Fonds européens (MFE), chargé de la gestion des dossiers. Sa nouvelle responsable, Aura Răducu, se retranche quant à elle derrière l'excès de bureaucratie, comme récemment déclaré dans la presse nationale... « Nous souhaitons simplifier le processus de sélection des projets. Cela nous permettrait d'accroître le taux d'absorption et de mettre en place des initiatives de plus grande ampleur pour le développement économique et social. » De fait, 5 000 projets n'auraient pas été étudiés par l'Autorité nationale de management pour le dernier programme. Pour Iulia Coșpănar, la réalité est cependant plus compliquée et la responsabilité partagée. « Certains bénéficiaires n'ont pas su gérer leurs projets parce qu'ils ont signé des contrats à des coûts inférieurs à ceux du marché. Le problème vient aussi de l'État, censé gérer le flux des remboursements. Après

avoir reçu les factures, il doit renvoyer l'argent sous 45 jours ; or, dans beaucoup de situations, cette opération prend 90 jours. Ce délai ne permet pas de sécuriser la trésorerie, et si le bénéficiaire ne reçoit pas les remboursements, il ne peut pas effectuer d'autres paiements, ce qui limite son activité. C'est un cercle vicieux. »

« Le problème vient aussi de l'État, censé gérer le flux des remboursements. Après avoir reçu les factures, il doit renvoyer l'argent sous 45 jours ; or, dans beaucoup de situations, cette opération prend 90 jours. »

Certains fonds ont aussi été utilisés de manière très opaque par les grandes collectivités. Des soupçons de corruption ont d'ailleurs mené la Commission européenne à bloquer 150 millions d'euros ces huit dernières années. À Arad, par exemple, où des fonds devaient servir à moderniser le service de jour de l'hôpital départemental : la Direction nationale anti-corruption a pris en flagrant délit de trafic d'influence le président du Conseil départemental. L'institution européenne a alors décidé de retirer ses 22 millions d'euros de soutien.

Le cas de l'hôpital départemental voisin, à Timișoara, est tout aussi

consternant. Les 10 millions alloués par l'UE à sa rénovation ont finalement été déplacés vers une autre enveloppe dans la plus grande indifférence. Le directeur de l'établissement souhaitait y installer un nouvel IRM, un tomographe, et un appareil de radiologie, car les infrastructures actuelles étaient vétustes. Les autorités du Timiș ont ensuite envoyé un dossier à Bucarest qui l'a d'abord placé sur liste d'attente. En 2014, l'Autorité de management a pu octroyer les fonds européens nécessaires. Le département a ainsi initié un premier appel d'offres, en vain. Puis un deuxième, mais aucune entreprise ne s'est présentée.

Mugurel Borlea, porteur du projet au Conseil départemental, parle d'un « manque de chance ». Peut-être que les entreprises privées n'étaient pas emballées par le projet ou considéraient le délai trop court, le fonctionnaire a du mal à fournir une autre explication. Quoi qu'il en soit, les espoirs du directeur de l'hôpital se sont volatilisés. Mais les conseillers départementaux ont trouvé un lot de consolation. En février, lors de leur séance plénière, ils ont voté pour que ces 10 millions européens plus sept autres – à l'origine destinés à l'érection d'un parc technologique pour l'énergie alternative –, reviennent au remboursement d'un crédit pour la réparation de routes départementales. Ni la Commission européenne, ni le ministère des Fonds européens n'ont souhaité clarifier ce transfert de fonds. Que les éventuels esprits inquiets

y a de toute évidence une gestion plus négligente de leur part. Alors que les clients avec lesquels nous travaillons comptent beaucoup sur les subventions qu'ils demandent, et ne peuvent pas se permettre de les gaspiller. Des fermiers, par exemple, ont récemment pu commencer une activité grâce à des fonds européens, et une petite ville, Bârlad, a pu rénover sa salle polyvalente pour organiser la fête du village. Des projets très importants à cette échelle. »

En 2013 et 2014, la conseillère a soumis près de 50 dossiers à Bruxelles. Tous ont reçu un financement et ont été validés par la commission d'audit dans leur application.

QUANT AUX AUTOROUTES...

Relier toutes les régions du pays par une autoroute, telle était l'ambition de Victor Ponta quand il a présenté son projet « Roumanie 100 », en 2013. Pour cela, il pouvait compter sur 4 milliards d'euros de l'UE, dont 3 milliards du fonds de cohésion sociale et 1,8 milliards d'euros du Feder. Des sommes accordées dans le cadre du Programme opérationnel des grandes infrastructures.

Sur le papier, les moyens étaient à la hauteur des espérances de l'ancien Premier ministre pour atteindre ce but en 2018. Mais c'était sans compter certaines manigances et déconvenues, comme l'autoroute entre Cuntă et Săliște, démolie 10 mois après son inauguration, ou les multiples tentatives avortées entre Comarnic et Brașov.

L'année dernière, la Compagnie nationale des autoroutes et des routes nationales (CNADNR) a affiché un triste record : seulement 16 km d'autoroutes en plus. L'argent européen est toujours disponible, étant donné qu'il est alloué pour 2014-2020, mais les prévisions de construction des principaux tronçons actuels (A1 Lugoj-Deva, et A10 Sebeș-Turda) sont mauvaises... « Il faudrait 225 millions pour chaque partie, or l'État a décidé de n'attribuer qu'un tiers de la somme nécessaire pour la première autoroute, et un quart pour la seconde. On ne pourra donc payer que les travaux déjà en cours et on devra arrêter. Ainsi le couloir européen Sibiu-Nădlac prendra encore au moins un an de retard, avec toutes les conséquences imaginables : des ouvriers au chômage, des effets sur les fournisseurs locaux de matériel, et des compensations à payer aux constructeurs », a récemment indiqué Cătălin Drula de l'association Pro infrastructure sur le site hotnews.ro.

se rassurent, le MFE a annoncé qu'il visait une « transparence totale » dans la gestion des projets pour la période 2014-2020. Des ONG sont déjà à l'action, Transparency International a par exemple lancé un partenariat avec la Commission européenne pour mettre en place des « pactes d'intégrité ». L'objectif : s'assurer que les fonds européens à destination des régions soient utilisés dans les meilleures conditions. Comment ? Le bénéficiaire des fonds européens, les candidats à l'appel d'offres du bénéficiaire et un témoin de la société civile signent un accord qui stipule que chaque partie doit agir dans la plus grande intégrité. L'acteur social a désormais accès à toutes les étapes du projet, de la préparation à la réalisation, et peut rapporter tout conflit d'intérêts. « Pendant la phase pilote, nous avons remarqué que le témoin social n'était pas toujours accepté, mais les différentes parties vont devoir s'y plier. Ce partenariat est essentiel si la Roumanie veut conserver la confiance de la Commission européenne », soutient Iulia Coșpănar.

Une confiance qui pourrait coûter cher si elle se perd, car pour ces six prochaines années, l'institution européenne a prévu de verser plus de 43 milliards à la Roumanie tous programmes confondus.

ENGIE

Engie - Acteur de référence sur le marché de l'énergie en Roumanie

- Distribution de gaz naturel
- Fournisseur de gaz naturel
- Services techniques et d'efficacité énergétique
- Fournisseur d'électricité
- Production d'énergie électrique

engie.ro

En demi-teinte

Mihaela Rodina
Photo : Andreea Alexandru / Mediafax



Dans les élégants salons du palais Cesianu-Racovița qui abrite la maison de ventes Artmark, collectionneurs, investisseurs et simples curieux examinent les toiles accrochées aux murs, comparent les prix, chuchotent ou prennent des notes. Mais une fois la mise aux enchères lancée, rares sont ceux qui s'aventurent à faire une offre. Les trois « joyaux » mis en vente ce soir de février pour environ 16 000 euros chacun – un Nicolae Tonitza, un Ștefan Luchian et un Corneliu Baba – ne trouveront pas d'acheteur et devront attendre de meilleurs jours pour changer de propriétaire.



« Je décrirais le marché de l'art 2015 comme une agonie sans extase », déclare sans ambages Cristian Anghel, curateur de la maison de ventes Goldart. « Les acheteurs se sont retirés du marché, au moins pour un certain temps, et les prix des œuvres d'art ont baissé jusqu'à 60% par rapport à 2010-2011 », déplore-t-il – voir aussi l'article dans le numéro 54 de *Regard* (mars 2012), page 54.

Après avoir atteint un pic en 2013, le marché roumain de l'art est mal en point. Paradoxalement, la fin de la crise économique n'a pas été une bonne nouvelle, les investisseurs ont délaissé cette valeur refuge pour les secteurs qu'ils connaissent le mieux, l'immobilier ou la bourse. Les experts voient néanmoins quelques signes encourageants.

Plus nuancé, Artmark, qui domine le marché, évoque une année 2015 au parcours « prévisible », avec des résultats « plus que décents, vu les conditions économiques et socio-politiques ». Avant de citer une « surprise agréable », soit la vente pour 160 000 euros d'un tableau de Theodor Amman, entré du coup dans le classement des dix toiles les mieux vendues en Roumanie, en 9ème position. En outre, indique Theodora Modovan, la porte-parole d'Artmark, si le volume des transactions « n'a pas énormément progressé en 2015, le nombre des transactions a, quant à lui, clairement augmenté ». Cristian Anghel rappelle toutefois que l'exploit réalisé par Goldart en 2013 avec le tableau «*Deux filles*» signé par Ștefan Luchian, adjugé 300 000 euros, n'a toujours pas été égalé.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : si en 2013, les transactions réalisées par les maisons de ventes ont dépassé 15 millions d'euros, soit un niveau record pour la Roumanie, l'année suivante fut marquée par une chute nette, à 9,7 millions d'euros. 2015 apporta une très légère amélioration, avec des ventes totalisant 10 millions d'euros. Par ailleurs, en 2013, les tableaux des trois peintres les mieux vendus (Nicolae Tonitza, Nicolae Grigorescu et Ștefan Luchian) ont été adjugés 2,4 millions d'euros au total. L'année dernière, les ventes du top trois (Theodor Amman, Nicolae Tonitza et Nicolae Grigorescu) n'ont atteint que 1,1 million.

« Au cours des six derniers mois de 2015, nous avons assisté à un retour des investisseurs vers les marchés qui leur sont plus familiers », explique Dan Tudor, dont le site spécialisé Tudor Art recense les transactions et dresse un précieux index des artistes roumains. Le marché de l'art a ainsi évolué à contre-courant : en temps de crise, lorsque l'immobilier et les bourses se sont effondrés et les investisseurs cherchaient des domaines alternatifs pour placer leurs capitaux, il a progressé. Mais dès que l'économie s'est rétablie, offrant de nouveau de belles opportunités d'investissement, l'art a perdu de son attrait.

« Partout dans le monde, le marché de l'art offre cependant des rendements substantiels et en hausse permanente. En temps d'instabilité économique et financière, ce marché permet de conserver, sinon d'augmenter la valeur des investissements », tient à souligner Dan Tudor. Selon les experts d'Artmark, le rendement moyen du marché de l'art roumain a augmenté d'environ 20% par an depuis 1995.

Si en 2013, les transactions réalisées par les maisons de ventes ont dépassé 15 millions d'euros, soit un niveau record pour la Roumanie, l'année suivante fut marquée par une chute nette, à 9,7 millions d'euros.

L'historien de l'art Erwin Kessler préfère voir lui aussi la moitié pleine du verre : « Les transactions d'art moderne et d'avant-garde (faisant partie du patrimoine et donc plus cher, ndlr) ont chuté. En revanche, celles d'art strictement contemporain (où les prix sont plus bas, ndlr) ont augmenté. Le marché de l'art contemporain est en expansion, de nouveaux noms voient leur cote progresser, tandis que dans l'art moderne, les noms consacrés sont toujours les mêmes et leur rendement plafonne ou diminue. » Il s'agirait d'une dynamique normale, alors que « les collectionneurs absorbent graduellement l'art actuel, pas seulement parce qu'il est moins cher mais aussi parce qu'il est épargné des phénomènes tels que les faux ou les surévaluations spéculatives », ajoute Erwin Kessler, l'auteur d'une « Radiographie de l'art roumain après 1989 ». De leur côté, nombre de galeristes et de jeunes artistes évoquent les aléas d'un marché encore « balbutiant ». « Il y a certes des vernissages, il y a même une foire annuelle d'art (Art Safari, ndlr), mais le nombre et le volume des transactions d'œuvres d'art contemporain ne permettent pas de parler d'un véritable marché », ajoute Cristian Anghel.

Avec plusieurs expositions personnelles à son actif et un tableau vendu 12 000 livres à la Royal Academy of Arts Summer Exhibition de 2015, Andreea Albani, 27 ans, peut témoigner des difficultés pour un jeune plasticien à se frayer un chemin. Il y a d'abord les contraintes financières : « Les matériaux sont très chers, le loyer pour un atelier aussi. Souvent, l'absence de ressources empêche un artiste de réaliser ses projets », confie-t-elle. « Réussir à se faire représenter par une galerie aide beaucoup, mais même dans ce cas-là, les choses n'avancent pas d'elles-mêmes vu que très peu de galeries ont des plans sérieux de gestion et de promotion. » Et d'ajouter : « Si un jeune artiste veut exister, il doit s'affirmer aussi à l'étranger. »

En ce sens, le parcours d'Adrian Ghenie est exemplaire. Ce peintre né en 1977 à Baia Mare est devenu l'artiste contemporain roumain le mieux coté à l'étranger. En février, sa toile «*The Sunflowers in 1937*» a été adjugé 3 117 000 livres sterling (environ 4 millions d'euros) lors d'une vente chez Sotheby's. Son précédent record datait de 2014, lorsque «*The Fake Rothko*» avait été vendu pour 1,4 million de livres.

Mais pour en arriver là, il faut surmonter de nombreux obstacles. « Quelques artistes essayent, individuellement, de participer à des concours internationaux, certaines galeries s'efforcent aussi de représenter les artistes dans des foires internationales ou des biennales, mais il est souvent difficile d'y avoir accès », notamment à cause des coûts élevés, souligne Andreea Albani. En Roumanie, « vendre une œuvre relève de la loterie ; introduire de jeunes artistes dans les portefeuilles des galeries roumaines est assez

risqué, et collectionner de l'art contemporain, surtout d'un artiste inconnu et en se basant uniquement sur son flair, est plutôt rare », estime-t-elle.

Les choses bougent cependant. Selon Erwin Kessler, nombre de collectionneurs « transgressent le système des galeries et des maisons de ventes » pour entrer directement en contact avec les artistes. « C'est un signe de maturité du marché, l'apparition d'une catégorie de gens aisés qui explorent les marchandises culturelles et spirituelles. »

Dan Tudor parie lui aussi sur une nouvelle tendance... « Les maisons de ventes se tournent de plus en plus vers les collectionneurs d'art qui, eux, ne doivent pas choisir entre plusieurs domaines pour faire un bon investissement. » En outre, « les analystes prédisent de nouvelles turbulences financières, il est fort possible que les investisseurs rejoignent de nouveau les rangs des collectionneurs ».

Estimant que, de plus en plus en Roumanie, collectionner de l'art devient un indicateur de prestige social, Cristina Olteanu de l'Institut Artmark de management de l'art (IMA) appelle à choisir « des œuvres qui plaisent », en se préoccupant moins de leur valeur en tant qu'investissement. Car « si vous regardez de près les collections les plus précieuses d'aujourd'hui, vous allez voir qu'aucune d'entre elles ne ressemble à un portefeuille financier ».



20 ans d'expérience en Roumanie

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d'accompagnement dans leurs décisions stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l'environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en matière. La taille de notre cabinet nous permet d'être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 20 ans d'expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

Nos services:

- *Audit/Commissariat aux comptes*: identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- *Conseil fiscal*: comprendre et mettre en place des solutions fiables
- *Expertise comptable*: permettre aux gérants d'entreprise d'optimiser leurs décisions de gestion courante de l'entreprise
- *Gestion de la paye*

Contact:

Irina Bolomey - Partenaire
Radu Serban - Partenaire
JW Marriott Grand Offices
Calea 13 Septembrie 90, Tronçon 1, étage 6
Secteur 5, Bucarest – 050726
Tel: (40) 21 403 37 00
Fax: (40) 21 403 37 01
E-mail: office@fidex.ro; www.fidex.ro



Une petite société de Sibiu créée en 2013 est à l'origine d'un nouveau système qui rend l'eau potable. Baptisé Sowat, il pourrait devenir la réponse la plus adéquate à la question de l'accès à l'eau potable en situation d'urgence, notamment dans les camps de réfugiés.

En marche pour l'eau

Texte : Jonas Mercier

Khar and Partners est ce que l'on appelle une start-up : une jeune entreprise innovante à fort potentiel de croissance. Ses bureaux sont situés dans un beau quartier de Sibiu ; la maison est moderne, avec deux grandes pièces lumineuses et une baie vitrée offrant une jolie vue sur les environs. Sur l'un des murs, le sigle Khar and Partners, de couleur vert pomme, est imprimé en relief. On se croirait dans la Silicon Valley. Le produit phare de la société : Sowat, un système de filtration de l'eau, sans additifs chimiques, permettant de la rendre rapidement potable. A priori, rien d'extraordinaire, la technologie utilisée existe depuis des années. Pourtant, Sowat est en train de révolutionner l'accès à l'eau potable.

« Il s'agissait de construire une machine compacte et de la surface d'une palette afin qu'elle puisse être transportée facilement, explique Pascal Fesneau, directeur de la société Energom à Cluj qui s'est occupée de l'industrialisation de Sowat. Le cahier des charges transmis par Khar and Partners demandait également un outil robuste, capable de supporter des contraintes climatiques extrêmes. » Ces atouts lui permettent de faire face à des situations d'urgence, lors

d'inondations ou dans les camps de réfugiés, où Sowat peut fournir quotidiennement un nécessaire individuel de vingt litres d'eau potable à 5 000 personnes. « Nous ne disons pas que nous résolvons le problème de l'eau dans le monde ; là où il n'y en a pas, nous ne pouvons pas en créer. Mais la plupart des camps de réfugiés se trouvent à proximité d'une source d'eau », précise Khaled Al Mezayen, le directeur de Khar and Partners.

Et il ne faut pas aller forcément loin pour trouver l'utilité de ce système. En Roumanie, plus de 35% de la population n'a toujours pas accès à l'eau courante. Dans certains villages, l'eau des puits est la seule option pour les habitants, et elle n'est pas toujours potable. Après avoir vendu un Sowat à un hôpital du Ghana, et deux autres en Arménie, pour un vignoble, la jeune société a récemment lancé un programme de financement solidaire par le biais de la plateforme Kickstarter.com, afin d'équiper cinq villages des alentours de Sibiu.

L'histoire de Khar and Partners mêle la Roumanie, la Syrie et la France. Khaled Al Mezayen, la trentaine, est son directeur et co-fondateur. Syrien par son père, roumain par sa mère, il est aussi

toulousain de cœur. Ancien rugbyman, champion de France universitaire, Khaled Al Mezayen garde de cette passion un ballon du Stade français qui trône dans son bureau. Après des études de pharmacie et de commerce, il a travaillé quelques années en France, avant de créer Khar and Partners avec son ancien patron, en octobre 2013.

« Sibiu a été un coup de foudre pour nous deux, et puis la Roumanie n'est pas qu'un pays de bas salaires, on y trouve aussi des ingénieurs très qualifiés, assure Khaled Al Mezayen. Surtout, tout est à faire. Seules quatre sociétés dans le pays possèdent notre code CAEN (équivalent du code NAF en France, ndlr) de recherche et développement en agriculture et ingénierie. » Rapidement, il a embauché deux jeunes ingénieurs agronomes roumains, de 26 et 27 ans, qui ont été formés dans le sud-ouest de la France. Puis un troisième, de 23 ans, qui n'a pas encore terminé ses études. Une comptable et une assistante complètent la petite équipe. « On avance à tâtons, on apprend. Parfois, mon partenaire ou certains de nos investisseurs nous recadrent un peu », reconnaît Khaled Al Mezayen en souriant.

Khar and Partners est également en train de développer un système de serre optimisée pour la culture de plantes fourragères écologiques, qui pourraient offrir un rendement supérieur à ce qui existe actuellement sur le marché. Les recherches sont en cours...



Les Roumains ont l'esprit entrepreneurial et les start-ups fleurissent ici autant qu'ailleurs. Mais l'enthousiasme des premiers mois ne parvient pas toujours à garantir la pérennité de ces jeunes sociétés. Jusqu'à 80% des start-ups roumaines jettent l'éponge dans les dix-huit mois qui suivent leur lancement. Et seulement 1% d'entre elles peuvent se vanter d'avoir été rachetées par un géant du même secteur d'activité. Un quart de ces sociétés parvient toutefois à dépasser trois ans d'activité (voir Regard nr. 72, pages 38-39) .

www.gruiadufaut.com

GRUIA DUFAUT
AVOCATS - PARIS & BUCAREST

Notre savoir-faire
est de protéger
votre investissement

Bd. Hristo Botev nr. 28, sect. 3, 030237 Bucarest
Tel : +40 (0) 21 305 57 57 | Fax : +40 (0) 21 305 57 58 | bucarest@gruiadufaut.com

Noire de Russes ?

Daniela Coman

Photo : Bogdan Danescu / Mediafax



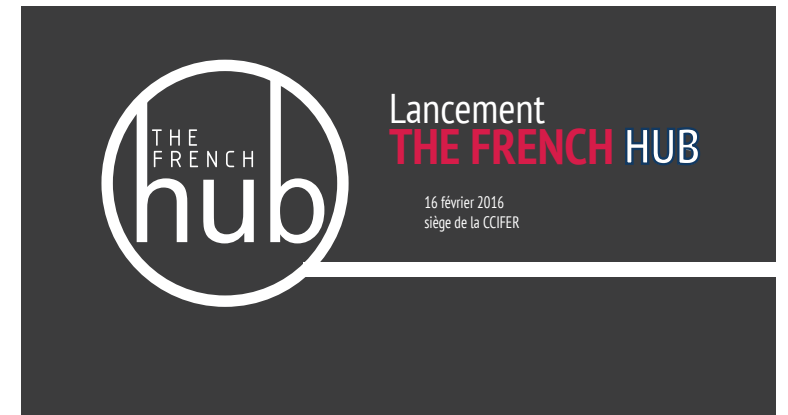
(Légende) : Plage de la station balnéaire Saturn (Constanța).

Attirer davantage de touristes russes en Roumanie, c'est l'objectif que s'est fixé la Fédération pour la promotion touristique de la Roumanie (FAPT). Lancé à Moscou début février, le programme « *Découvrez la Roumanie !* » est destiné aux Russes qui ont renoncé à leurs destinations favorites, telles la Turquie ou l'Égypte, pour des raisons de sécurité. « *Le premier pilon de cette initiative, dénommé «Le littoral pour les Russes», propose des séjours à la mer Noire et au Delta du Danube. La concurrence bulgare a du souci à se faire : nous proposerons 10 euros la nuit l'hébergement 4 étoiles en dehors de la saison*

estivale », affirme avec enthousiasme la présidente de FAPT, Corina Martin. Bien que la plupart des hôtels aient rejeté la proposition à cause de tarifs jugés trop bas. « *Ce programme sera un test pour développer d'autres destinations* », soutient Mme Martin. FAPT anticipe que le nouveau programme devrait séduire environ 80 000 touristes russes cette année. Même si les premiers qui ont déjà acheté des séjours à Techirghiol ou Eforie Nord pour des traitements balnéaires débarqueront à Varna, en Bulgarie, l'aéroport de Constanța n'opérant pas de vols depuis la Russie.

The French Hub

«Le 16 février dernier, au siège de la CCIFER à Bucarest, a eu lieu le lancement du French Hub – Club des entrepreneurs, une initiative visant à encourager les entrepreneurs-fondateurs en Roumanie. Près de 80 participants français, roumains et d'autres nationalités étaient présents lors de l'événement où une bourse d'échanges a notamment permis à ces entrepreneurs de proposer leurs services de façon simple et ludique. Christophe Weller est l'animateur du French Hub, membre du conseil d'administration de la CCIFER et entrepreneur installé en Roumanie depuis 20 ans : « *L'objectif du French Hub, et donc de la CCIFER, est de conseiller les entrepreneurs et de les intégrer à un réseau capable de les aider à se développer. Le French Hub va générer du business et des contacts pour ses membres entrepreneurs, qui vont aussi pouvoir apprendre des expériences des autres.* » Le French Hub va notamment proposer des ateliers mensuels dédiés à ses membres, animés par des entrepreneurs expérimentés. Il y aura aussi un prix mensuel de l'entrepreneuriat, ainsi que des journées de l'entrepreneuriat pendant lesquelles les start-ups pourront rencontrer des experts, des clients, des fournisseurs ou des investisseurs. L.C., avec le communiqué de la CCIFER.



LES ARÔMES ET LES TEXTURES DANS LE MONDE DU CAFÉ SONT COMME LES COULEURS SUR UNE PALETTE!
Découvrez la gamme complète des sensations espresso. De l'espresso classique, fin et délicat, au Ristretto Ardenza, intense et passionnel. Choisissez l'arôme qui vous inspire et savourez un espresso parfait.

LA PRESSION IDÉALE POUR CHAQUE TASSE DE CAFÉ!
Pour préparer un espresso de qualité professionnelle, une technologie de haute pression est nécessaire. C'est d'ailleurs la seule méthode pour créer, goutte à goutte, la crème la plus fine. C'est la raison pour laquelle les machines NESCAFÉ® Dolce Gusto® utilisent jusqu'à 15 BARS de pression.



LE CAFÉ N'EST PAS QUE NOIR
www.dolce-gusto.ro

BRÈVE

Chômage

Fin 2015, la Roumanie comptait 630 000 chômeurs officiellement enregistrés – soit moins de 7% de la population active –, mais aussi 54 700 emplois non occupés, selon les chiffres publiés mi-février par l'Institut national des statistiques (INS). C'est surtout l'État qui manquerait de personnel : selon l'INS, 8 200 postes restent vacants dans l'administration publique, 7 600 dans les hôpitaux, et 2 700 dans l'enseignement public. R.R.



Photo : Ovidiu Micsik / Mediafax

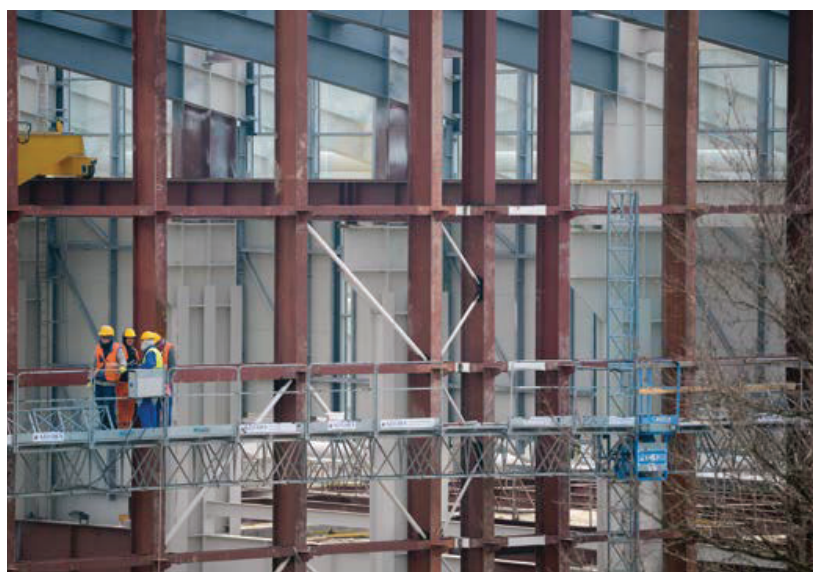
BRÈVE



Toujours vulnérable

La Coface maintient la Roumanie à la catégorie B dans son rapport 2015 – sur sept catégories, la catégorie B indique une incertitude économique, avec des risques d'instabilité politique et un milieu d'affaires problématique. Malgré des chiffres macroéconomiques plutôt bons, la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur estime que la Roumanie reste vulnérable en raison d'un modèle économique privilégiant la consommation au détriment de la production. Ses prévisions tablent notamment sur une progression de 7% de la consommation suite aux hausses de rémunération dans le secteur public, à l'abaissement du taux de la TVA et à une majoration du salaire minimum à partir du mois de mai. Selon la Coface, des déséquilibres économiques pourraient notamment apparaître à cause d'un niveau très élevé du crédit commercial, de l'interdépendance des entreprises, ou encore de la situation de faillite de plusieurs grandes compagnies d'État. « L'évaluation de la Coface me paraît censée et ses inquiétudes légitimes, d'autant qu'il y a le risque que le déficit budgétaire augmente en cette année électorale », souligne l'économiste Dan Popa. Parmi les points positifs toutefois mis en avant, la Coface note un marché intérieur relativement important, une main d'œuvre qualifiée et une monnaie nationale qui continuera d'évoluer dans le sillage de l'Euro. I.L.

Petit point sur ELI



Démarré en janvier 2013, le projet ELI-NP (Extreme Light Infrastructure-Nuclear Physics) du centre scientifique de Măgurele, situé à une dizaine de km au sud de Bucarest, en est actuellement à mi-chemin – sa mise en fonction est prévue à partir de décembre 2018. « Sur les quatre composantes du projet, la construction civile est presque terminée et sera soumise à des tests plusieurs mois durant », affirme le directeur d'ELI-NP et de l'Institut national de physique et d'ingénierie nucléaire (IFIN), Nicolae-Victor Zamfir (voir l'entretien pp. 4-7 avec M. Zamfir dans le numéro 67 de *Regard*, octobre 2014). Un premier laser de 10 Pétawatts – puissance maximale jamais atteinte jusqu'à présent –,

réalisé par les Français de Thales, fut finalisé en 2015 ; un deuxième est en construction. Et la première partie du faisceau de rayons gamma est déjà prête. « La dernière composante d'ELI, à savoir le projet des expériences, dénommé *Technical Design Report*, a reçu le feu vert d'une commission internationale. Nous voilà donc en phase d'acquisition avant de passer à celle de l'assemblage », s'enthousiasme M. Zamfir, qui dirige une équipe d'une centaine de spécialistes, dont deux-tiers d'experts roumains. L'ensemble du projet touchera plusieurs domaines, de l'exploration spatiale à la santé. I.L.



La chronique

de DAN POPA

Protégés ?

D'après des données officielles, la Roumanie compte 5 millions de personnes considérées pauvres – sur une population d'un peu plus de 19 millions d'habitants. Plusieurs problèmes rendent le soutien à ces personnes particulièrement compliqué. Il y a d'abord la corruption toujours présente chez certains petits fonctionnaires ; l'aide sociale sera alors proportionnelle à l'épaisseur de l'enveloppe perçue. Ou bien les déficiences du système informatique, qui feront que des individus reçoivent toujours leur retraite trois ou quatre ans après leur décès.

Plus fondamentalement, le principal souci réside dans la structure même de la société roumaine. Aujourd'hui, un travailleur doit prendre en charge deux personnes assistées ; le ratio est intenable. Sans compter que l'évasion fiscale demeure un sport national. Par ailleurs, le pays compte de fait non pas un seul mais deux systèmes de protection sociale : le classique, celui où l'État aide directement les personnes en difficulté, et un autre qui tient davantage de la politique, des enjeux électoraux, que de la logique économique.

De nombreuses grandes sociétés publiques sont en faillite, mais l'État les maintient en vie afin de ne pas inonder le marché de l'emploi de chômeurs qui, eux aussi, ont le droit de vote. Chaque gouvernement – que fera celui-ci ?... – a jusqu'à présent éludé le problème pour éviter les tensions sociales. Il s'agit là, en quelque sorte, d'un second système de protection sociale, bancal et forcément voué à l'échec. Sans parler des nominations politiques qui, jusqu'à récemment, ont permis à certains responsables de ces mastodontes malades de bénéficier de salaires indécents.

Le budget de l'État est un pot percé à plusieurs endroits. Il n'est alors pas étonnant qu'à l'heure de le planifier, les sommes allouées à des domaines tels que l'éducation ou la santé soient à chaque fois davantage réduites. Ou bien l'État emprunte, augmentant ainsi une dette publique que la population devra payer un jour ou l'autre.

Actuellement, la Roumanie compte un nombre moyen mensuel de 4,3 millions de personnes bénéficiant d'une aide sociale, selon un rapport de la Cour des comptes, institution qui a confirmé en décembre dernier que 26 millions de lei (environ 5,8 millions d'euros) avaient été « mal dépensés » par certaines autorités locales.

Et que récupérer cet argent s'annonçait difficile à cause de « certaines déficiences bureaucratiques ». À noter qu'environ 85% des bénéficiaires de l'assistance sociale sont des enfants, soit 3,7 millions. Un autre quart de million bénéficie d'allocations familiales, environ 200 000 obtiennent des aides après la naissance de leur enfant, et enfin un peu plus de 240 000 personnes perçoivent le revenu minimum garanti par l'État – qui varie de 127 à 527 lei suivant le nombre d'enfants.

Terminons cependant par deux points positifs : cette année, le budget alloué pour la protection sociale devrait croître de 4,9% (10,6% du PIB), ce qui rapproche enfin la Roumanie des autres pays européens dans le domaine.

Et le gouvernement Ciolos a annoncé mi-février le lancement d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, comprenant 47 objectifs à remplir d'ici 2020.

De la rue à la vie normale

Texte et photo : Julia Beurq



En France, entre 15 000 et 20 000 personnes vivraient toujours dans des squats et des bidonvilles. De nombreuses associations et mairies tentent depuis des années de sortir les plus démunis de ces lieux insalubres, notamment les familles issues des minorités roms de Bulgarie et de Roumanie. Une action qui porte ses fruits, comme à Rennes où sont installées une vingtaine de familles originaires de Brăila.

Mariana et son fils David. Elle et son compagnon ont vécu dans plusieurs squats de Rennes avant d'intégrer un dispositif d'hébergement mis en place par la mairie et géré par les militants du Droit au logement (DAL). Aujourd'hui, ce jeune couple habite dans un HLM.

Lorsque Mariana ouvre la porte de son appartement, la première chose que l'on remarque, c'est son sourire. Il est sincère, serein et illumine le visage rond et enfantin de cette jeune femme de vingt ans qui semble à peine sortir de l'enfance. « *Entrez, entrez...* » dit-elle dans un français teinté d'accent roumain. Depuis quelques mois, elle habite avec Fernando, son compagnon, et David, leur fils, dans un HLM coquet d'une ancienne cité cheminote de Rennes. Assis dans leur canapé en sky marron, Michel Guérin, l'un des militants de l'association Droit au logement (DAL) qui rend souvent visite au jeune couple, taquine Mariana : « *Tu nous fais du café à la roumaine ou à la française ?* » Elle lui servira finalement un café bien noir, « à la française ».

Avec un paternalisme non dissimulé, Michel, travailleur social à la retraite, suit les progrès de ceux que son association a fait sortir d'un « squat immonde ». « *Mariana, as-tu fait une demande de formation à la mission locale ? Tu as encore moins de 25 ans, ne tarde pas...* », lui lance-t-il. Actuellement, la jeune femme fait des remplacements d'agent de nettoyage, c'est le seul secteur dans lequel les Roms de Rennes arrivent à trouver du travail. Mais la jeune femme espère se former bientôt dans un autre métier. Elle attend que son fils de trois ans aille à l'école pour pouvoir se consacrer pleinement à son avenir professionnel. « *J'ai envie de devenir assistante maternelle, explique-t-elle, je ne vais pas passer toute ma vie à faire du nettoyage.* »

Un logement, un emploi, une couverture sociale... Si aujourd'hui Mariana et Fernando mènent une vie décente, ce ne fut pas toujours le cas. « *Le froid, les rats, la peur d'être expulsés, c'était horrible de dormir dans ces squats, se souvient-t-elle. En quittant Brăila il y a cinq ans, je n'aurais jamais imaginé qu'on allait vivre dans ces conditions, comme des animaux.* » Fernando, lui, savait à quoi s'attendre en arrivant à Rennes. Avant lui, des proches et des membres de sa famille avaient déjà fait le choix de quitter leur ville natale et de fuir la pauvreté dans laquelle ils vivaient en Roumanie. En trois ans, Mariana, Fernando et leurs familles sont passés par cinq squats différents et

en ont été expulsés presque à chaque fois. Jusqu'à ce que ces jeunes parents – David venait à peine de naître – soient relogés temporairement dans un pavillon appartenant à la mairie de Rennes, et dont la gestion sociale a été confiée aux militants du DAL (voir encadré).

Mariana et Fernando resteront un an dans cette petite maison qu'ils partageront avec plusieurs familles roumaines, expulsées en même temps qu'eux. L'arrivée dans ce logement fut un grand soulagement. Cela leur a permis de poser leurs bagages, de régulariser leur situation administrative, d'apprendre le français à la mission locale, d'inscrire David à la crèche et surtout de trouver un emploi. Travailler est un pas important vers l'intégration, c'est ce qui permet d'ouvrir des droits et de prétendre par la suite à un logement dans le parc social ou privé de la ville.

« Toutes ces démarches administratives sont difficiles voire impossibles à entreprendre lorsqu'on habite dans un squat ou dans un bidonville, souligne Michel Guérin du DAL. D'où l'importance de ces logements passerelles qui permettent aux familles de sortir d'abord de la précarité pour ensuite s'insérer dans la société. »

Cette période de transition leur a aussi permis de se projeter dans l'avenir. « *C'est à ce moment-là qu'on s'est dit pour la première fois qu'on voulait rester vivre en France, se souvient Fernando. On a décidé de retourner en Roumanie seulement pour les vacances car on aime encore notre pays, mais avec une certaine amertume.* »

À Rennes, une collaboration étroite entre la mairie et DAL

Depuis quelques années, la mairie de Rennes tente de fermer les squats sans pour autant laisser leurs occupants à la rue. La ville est en cours de modernisation, et de nombreuses maisons sont en passe d'être détruites. Trois d'entre elles sont donc utilisées comme des logements de transition pour les familles expulsées des squats, à l'image de celle où ont été hébergés Mariana et Fernando. Ce dispositif repose sur un compromis entre les militants du Droit au logement (DAL) et la mairie. Les premiers s'occupent du suivi social des familles, avec lesquelles ils ont signé une convention fixant certaines règles, comme la scolarisation des enfants ou encore l'apprentissage du français, tandis que la mairie paie les charges afférentes aux maisons qu'elle met à disposition. Depuis la mise en place de ce système en 2013, quatre familles roumaines ont réussi à s'insérer dans la société française, deux autres suivent le même chemin.

MUSIQUE! DACIA VISE LA MEILLEURE NOTE

Nous soutenons, pour la 5e année d'affilée, la série de concerts de musique classique destinés aux enfants, « **Clasic e fantastic** »



GROUPE RENAULT

« Il y a mille manières de s’insérer dans la société française »

Quatre chercheurs français viennent de publier une étude basée sur une cinquantaine d’entretiens avec des personnes migrantes qui ont réussi à sortir des bidonvilles ou des squats *. Rencontre avec Évangeline Masson-Diez, l’une des auteurs de cette étude.

Regard : Pourquoi avez-vous réalisé cette recherche ?

Évangeline Masson-Diez : Tous les quatre, nous avons beaucoup travaillé sur la question des bidonvilles. Cela faisait longtemps que nous avions envie de montrer des parcours d’insertion réussis, et comment ces personnes mettaient en place des stratégies pour s’en sortir. Le but était de partir de leurs points de vue et de leurs perspectives à eux, de voir comment ils se sont intégrés en France, et de proposer une alternative aux discours du type «ils ne veulent pas s’intégrer».

On s’approche rarement de ces personnes de cette façon...

En effet, les médias ou les milieux politiques ne sont pas en général dans une logique de communication positive. Mais il existe deux risques à évoquer ces insertions réussies. Tout d’abord, ceux qui s’en sortent ont envie de passer inaperçus et de vivre leur vie sans jouer le rôle de porte-drapeau. Il faut leur laisser la liberté de devenir invisibles. D’autre part, évoquer seulement quelques exemples peut laisser croire que le parcours est le même pour tout le monde. C’est pourquoi, dans l’étude, nous avons fait attention à présenter des trajectoires de vie variées, en termes d’âge, d’années passées en bidonvilles, de composition familiale et même de répartition géographique en France. On voulait surtout montrer qu’il n’y a pas qu’un seul schéma d’insertion possible.

Vous avez mis en avant quatre stratégies d’insertion. En quoi cela pourrait-il être utile ?

* Bourgois L., Le Cleve A., Masson-Diez E., Peyroux O., Du bidonville à la ville : vers la vie «normale» ? Parcours d’insertion des personnes migrantes ayant vécu en bidonvilles en France, novembre 2015. Étude financée par la Fondation Abbé Pierre et la Direction interministérielle à l’hébergement et à l’accès au logement (Dihal).

Schématiquement, il y a les «protégés», ceux qui, à un moment donné, tissent une relation privilégiée avec une personne qui va les aider à accéder à leurs droits ; les «sélectionnés», qui vont être choisis pour intégrer un projet d’insertion ; les «autonomes», qui grâce à leur connaissance du français et leur compréhension du système vont s’intégrer seuls ; et enfin les «communautaires», ceux dont l’entraide entre pairs va favoriser l’insertion. Évidemment, ces quatre schémas ne sont pas figés, mais cette cartographie nous a permis de comprendre comment chacune des stratégies agissait. À partir du moment où l’on arrive à cerner une situation, les mairies, les associations et les institutions peuvent adopter des politiques et développer des outils pour que l’intervention auprès des personnes vivant en bidonville permette réellement leur insertion.

Ce qui vous a marqué lors de ces entretiens ?

D’une part, je suis impressionnée par le fait que ces personnes n’aient aucun ressenti par rapport à ce qui leur est arrivé, à leurs années noires en bidonville. Certains est parfois vécu plus de quinze ans dans des conditions de vie indécentes. Pourtant, ils n’en veulent à personne, ni au maire, ni à la France. J’associe cela à une force de résilience assez extraordinaire. D’autre part, nous avons pu remarquer au fil des entretiens que, sur le papier, le droit français permet sans soucis l’insertion des personnes, mais que l’accès à ce dernier est souvent extrêmement complexe et laborieux.

Propos recueillis par Benjamin Ribout.

Long tunnel

Il y a un an, *Regard* s’était entretenu avec l’analyste Adrian Lupușor sur la situation économique de la république de Moldavie, alors peu réjouissante. Aujourd’hui, l’avenir du pays reste sombre. Rencontre cette fois-ci avec un autre spécialiste de la région, Petru Negură, titulaire d’un doctorat en sociologie de l’École des hautes études en sciences sociales de Paris.

Regard : Comment caractériser l’état d’esprit actuel en république de Moldavie ?

Petru Negură : Il y a beaucoup de déception. L’Alliance pour l’intégration européenne parvenue au pouvoir en avril 2009 suite à une vague de mouvements sociaux s’était proclamée pro-européenne. Cela a débouché sur une vague d’optimisme et certaines réformes qui ont rapproché la Moldavie de l’UE, notamment en matière de libre échange et d’obtention de visas. Dans le même temps, il y a eu des privatisations obscures et des opérations bancaires non

transparentes. Jusqu’à cette fameuse nuit de novembre 2014 et le plus grand vol de l’histoire de ce pays avec la disparition d’un milliard de dollars des banques moldaves, soit un tiers du PIB du pays (voir l’entretien avec Adrian Lupușor pp.56-58 du numéro 71 de *Regard*, juillet 2015). Nous avons donc affaire à une classe politique criminelle, mais aussi extrêmement cynique. Le parti démocrate au pouvoir de Vladimir Pahotniuc, le plus grand oligarque du pays, se contente de dénigrer les faits et de mimer une sorte de lutte anti-corruption en éliminant certains adversaires.

le château d'eau Craingul lui Bot

APA NOVA

Ploiești *depuis* **16** *ans*
au service de nos clients

afaq

ISO 22000

Sécurité Alimentaire

AFNOR CERTIFICATION

afaq

QSE

Qualité Sécurité Environnementale

AFNOR CERTIFICATION

CERTIFIED

ISO/IEC 27001

MANAGEMENT SYSTEM

0800 800 923

appel gratuit à partir du réseau Telekom România

0244 407 630

appel payant à partir des autres réseaux de téléphonie mobile et fixe

24/24

7j/7

Call Center disponible

10 rue Bobâlna, 100 330 Ploiești

www.apanova-ploiesti.ro

clienti.apanova-ploiesti@veolia.com

VEOLIA

62 Hors frontières REGARD

REGARD Hors frontières 63

En quoi les classifications entre pro-européens et pro-russes sont-elles obsolètes ?

Parce qu’elles sont entièrement conjoncturelles, opportunistes et donc secondaires. Un peu à l’image du virage européen opéré par le parti communiste au pouvoir en 2005. D’une certaine manière, les récentes et importantes manifestations sont instrumentalisées par des groupes d’intérêts. Ce qui prime, ce sont bien l’accaparement du système et les intérêts privés, et non la dichotomie Est-Ouest. Il faut sans arrêt considérer les faits avec une grande prudence. Mais, et c’est important, les gens qui viennent aux manifestations sont, quant à eux, honnêtes dans leurs démarches, et sincèrement révoltés par ce qui se passe au niveau politique.

Qui sont ces manifestants?

Cette masse de gens représente les perdants du système. On a trop tendance à vouloir les ranger dans des catégories pro-Russie, pro-UE, ou pro-Roumanie. Je dirais que 80% des Moldaves sont contre un rapprochement avec la Roumanie. C’est l’indépendance du pays qui rend sa diversité vivable, à la manière d’un statu quo équilibré. L’orientation pro-Roumanie est complémentaire de celle pro-UE mais les deux ne coïncident pas à 100%. D’un autre côté, si beaucoup ne sont pas nostalgiques de la Russie, ils le sont de l’Union soviétique. L’Union douanière russe incarne le fantasme d’un paradis perdu pour des gens appauvris et spoliés. Elle représente une stabilité politique et économique, ainsi que des certitudes.

Pourquoi la transition post-soviétique a-t-elle été ratée ?

En 1999, juste après la crise russe et avant la venue de Poutine, 70% de la population de Moldavie vivaient sous le seuil de pauvreté absolue. C’était criant, surtout dans les villages ainsi que dans les petites villes qui ont été complètement laissées à l’abandon. Cela s’est un peu amélioré depuis, mais aujourd’hui les gens se sentent toujours aussi pauvres. En outre, les Moldaves se considèrent appauvris par rapport à la période soviétique. L’exécutif n’a même plus d’argent pour payer les salaires. Il attend désespérément un prêt de 150 millions d’euros de la part de la Roumanie, conditionné par la mise en place d’un état de droit. Tout cela alimente un sentiment de colère et d’humiliation. Les nostalgiques de l’ère soviétique sont nombreux, indifféremment qu’ils soient roumanophones ou russophones. À la campagne, où une majorité est roumanophone, le discours dominant est péremptoire : “c’était mieux avant”, ou encore, “l’Europe ne nous a amené que la pauvreté.”

À qui cette instabilité pourrait-elle profiter ?

Depuis décembre, deux pôles, apparemment opposés, organisent des manifestations communes “anti-système”. D’un côté, les pro-européens de la plateforme DA –

Demnitate și adevăr (dignité et vérité), ndlr – qui a depuis fondé un parti ; et, de l’autre, le parti socialiste et le parti de Renato Usatîi, davantage pro-russes. Ce dernier, par ailleurs maire de Bălți, troisième plus grande ville du pays, est non seulement un magnat mais également un criminel – le site Rise Project a notamment enquêté à son sujet, ndlr. Opportuniste et populiste, Renato Usatîi surfe sur la vague actuelle de mécontentement et pourrait arriver au pouvoir. Il saura se tourner vers l’Europe, mais seulement si cela sert ses intérêts. Le gouvernement, bien sûr, attise aux yeux des Européens l’épouvantail du rapprochement avec Moscou si jamais Usatîi et les socialistes arrivent au pouvoir. Ce risque existe, d’autant que les gens en ont vraiment assez des “pro-européens” corrompus. Si jamais les États-Unis, l’Europe et la Roumanie continuent d’être complices d’un tel gouvernement, ils apporteront toujours plus d’eau au moulin de la Russie.

Grand plateau

Du 15 au 20 juin, la Fondation Hospice Angelus de Chișinău (www.hospice.md) organise une sortie à vélo peu commune qui partira du siège de l’Hospice pour arriver à l’hôpital d’Hospice Casa Speranței de Bucarest. Le parcours comprend notamment une étape à l’hôpital de l’Hospice à Brașov (www.hospice.ro). L’idée est de mieux faire connaître les deux fondations – Hospice Angelus et Hospice Casa Speranței – membres du réseau Hospices of Hope (UK). Depuis 2001, Hospice Angelus (Chișinău) a notamment aidé plus de 15 000 patients souffrant de cancers ou de maladies incurables. Des entreprises internationales se sont déjà engagées pour soutenir un ou plusieurs des participants de l’épreuve qui se déroule sur 563 km. Pour plus d’informations : events@hospice.md

L’ovni Buzludja

Texte et photos : Dimitri Dubuisson

L’ancienne grande salle des congrès du parti communiste bulgare est située au sommet du mont Buzludja, à quelques km au sud de la ville de Gabrovo (centre de la Bulgarie). Elle a été inaugurée en 1981 et n’aura donc servi que neuf ans, jusqu’à la chute du régime communiste en 1990. Depuis lors laissé à l’abandon, le monument attend que des projets de réhabilitation se concrétisent, notamment pour sauver de magnifiques fresques réalisées par les meilleurs artistes bulgares de l’époque.



L'assurance habitation avec des garanties supplémentaires

Nous ne pouvons pas faire disparaître les événements indésirables et imprévus de votre vie, mais nous sommes là pour vous, afin que vous puissiez continuer votre chemin lorsqu'ils se produisent.

Pour cela, des services et des garanties ont été rattachés à l'assurance habitation:

- Remboursement en 72 heures
- Interventions d'urgence (maximum 4 heures)
- 4 types d'assurances: Basic, Eco, Medium, Premium.
- Service "Alo Groupama" disponible 24/7: réponse rapide et solution en maximum 5 minutes.

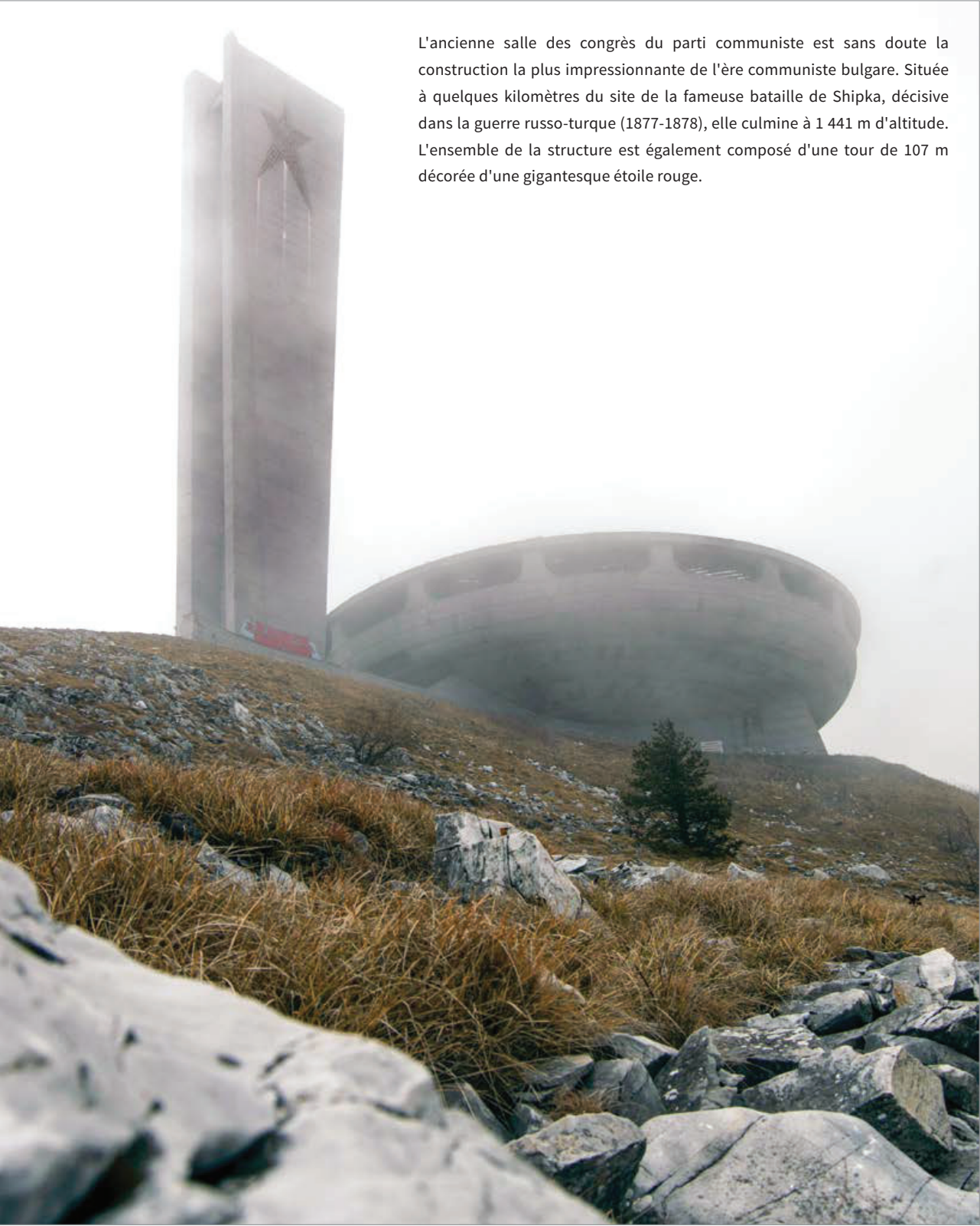
Pour en savoir plus: www.groupama.ro



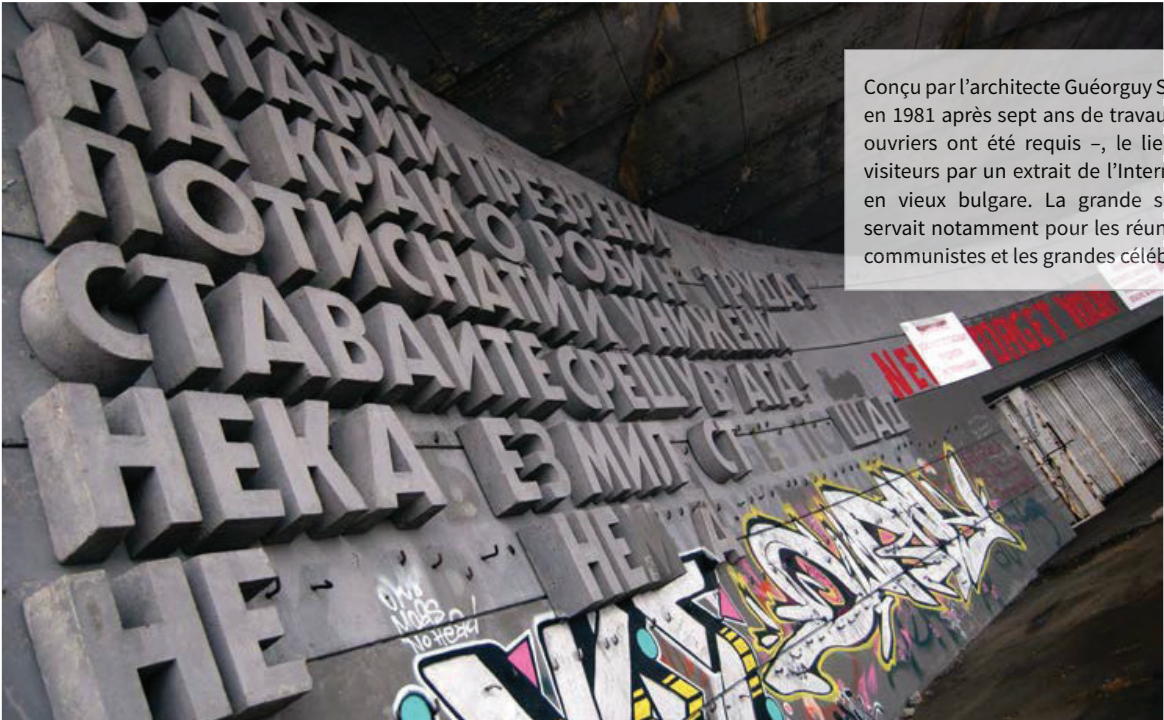
Asigurăm tot ce contează pentru tine.
Alo Groupama: 0374 110 110 www.groupama.ro



Asigurări



L'ancienne salle des congrès du parti communiste est sans doute la construction la plus impressionnante de l'ère communiste bulgare. Située à quelques kilomètres du site de la fameuse bataille de Shipka, décisive dans la guerre russo-turque (1877-1878), elle culmine à 1 441 m d'altitude. L'ensemble de la structure est également composé d'une tour de 107 m décorée d'une gigantesque étoile rouge.



Conçu par l'architecte Guéorguy Stoilov et terminé en 1981 après sept ans de travaux –plus de 6 000 ouvriers ont été requis –, le lieu accueillait ses visiteurs par un extrait de l'Internationale traduit en vieux bulgare. La grande salle de 500 m2 servait notamment pour les réunions des leaders communistes et les grandes célébrations.



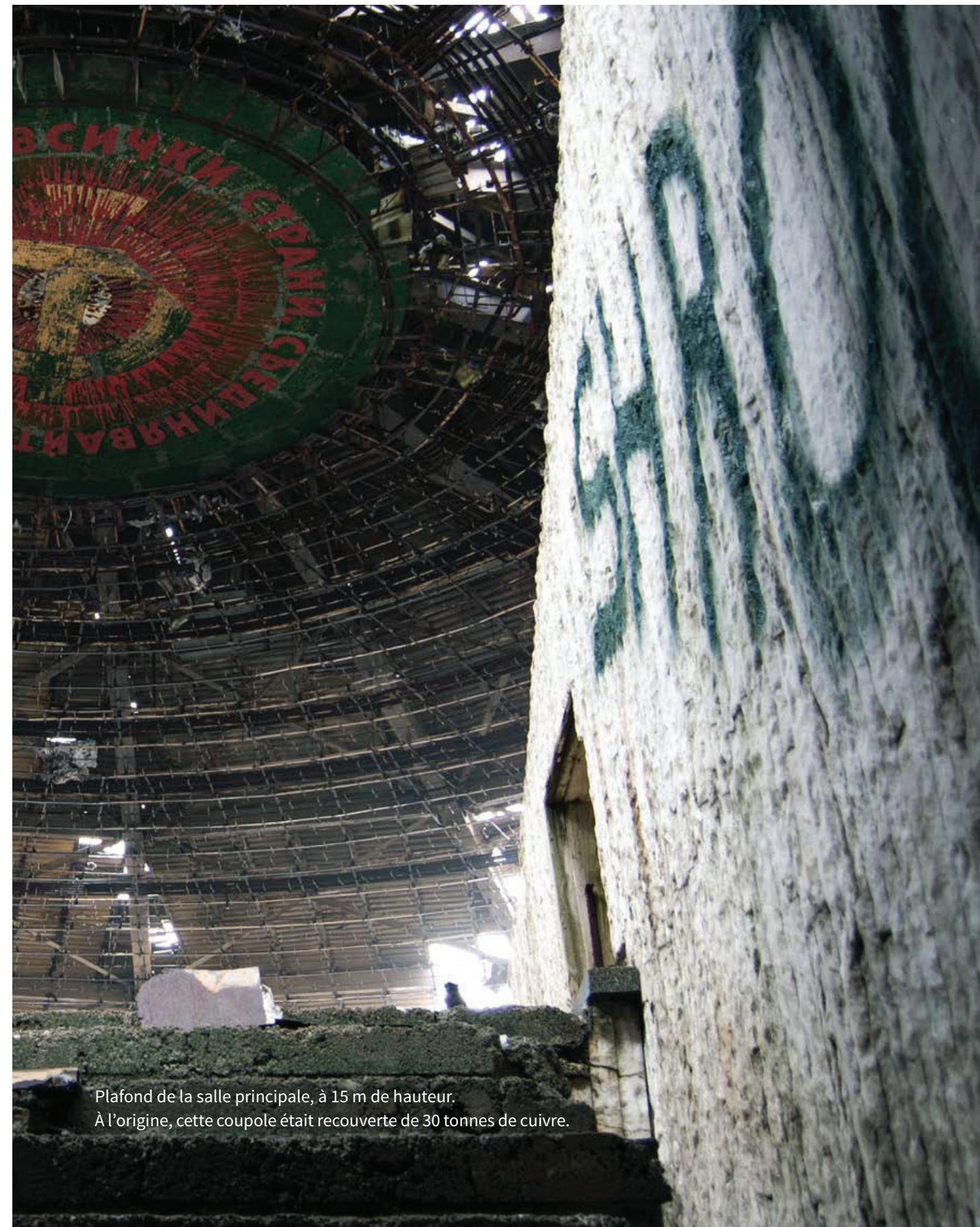
EXECUTIVE
MANAGEMENT
PROGRAMME
(ExMP)
BY ESCP EUROPE
UPGRADE YOUR CAREER NOW IN BUCHAREST !
2016 May - July

✓ Extra BENEFIT
6 MASTERCLASSES, one for each Module, facilitated by High Level CEOs from Top Companies in Romania !

STRATEGY, INNOVATION, MARKETING,
ORGANIZATIONAL BEHAVIOR, CORPORATE
FINANCE, LEADERSHIP

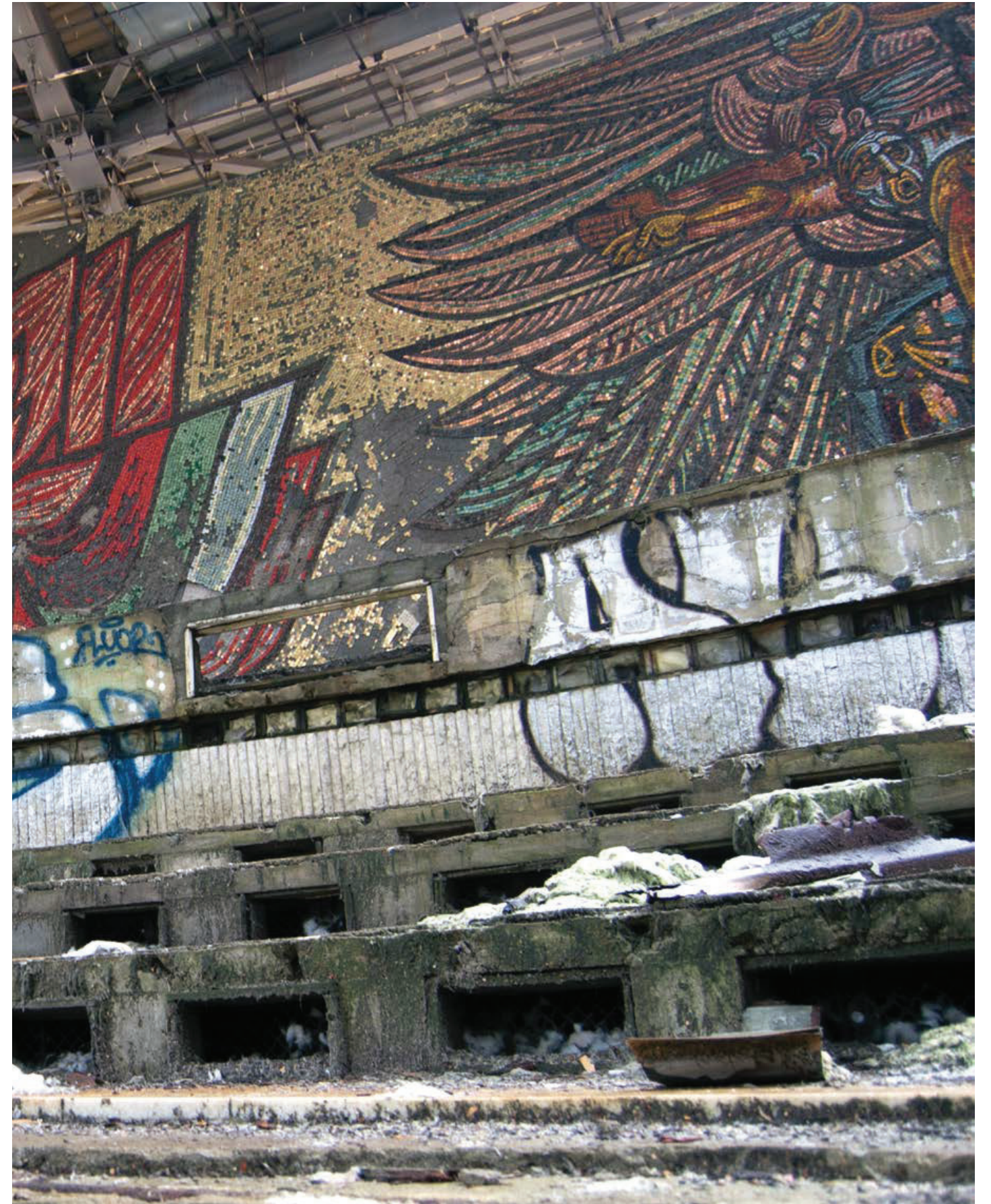
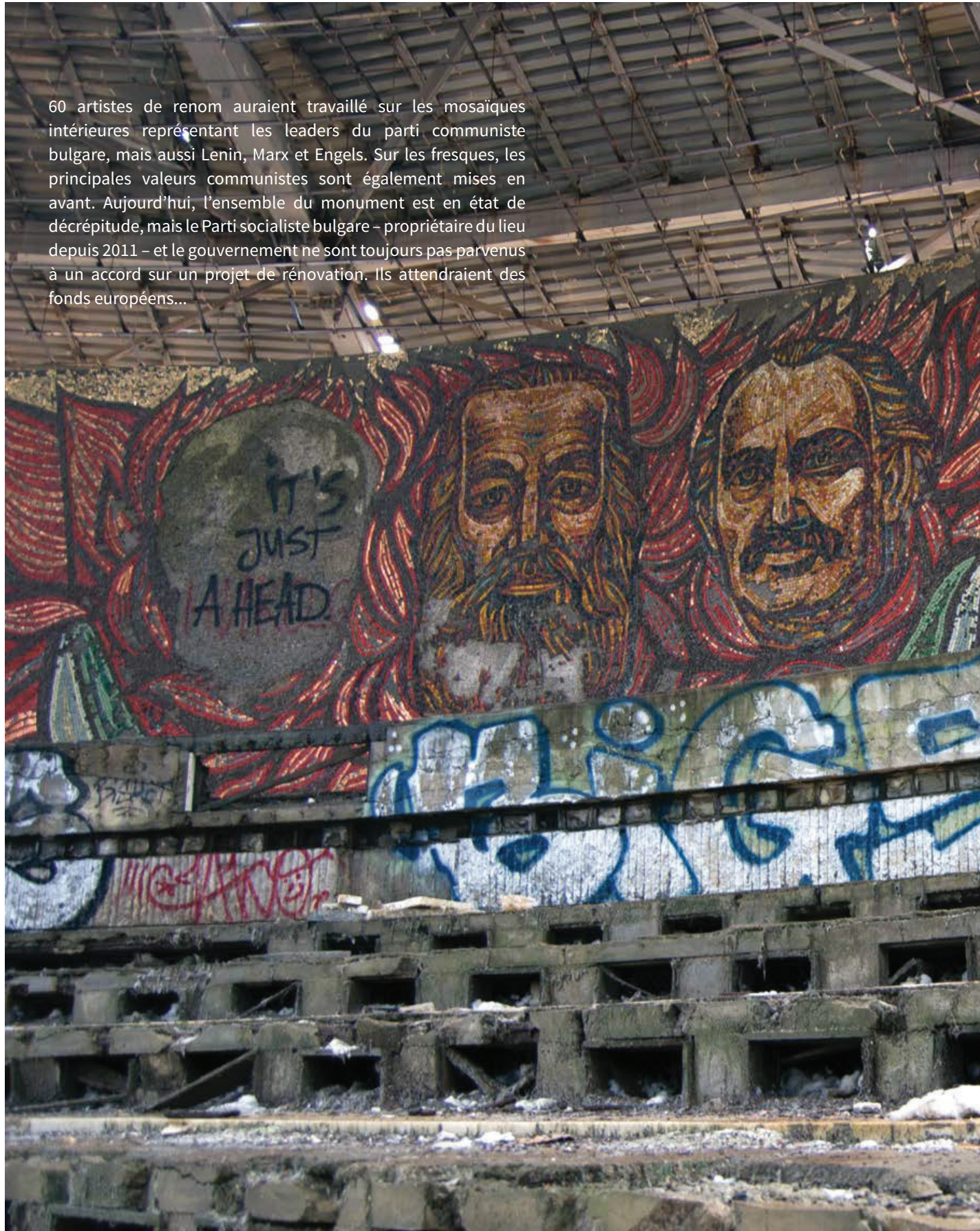
*Register before 30th of March 2016 to benefit of the reduced fee!
More information is available at formari@ccifer.ro
www.ccifer.ro

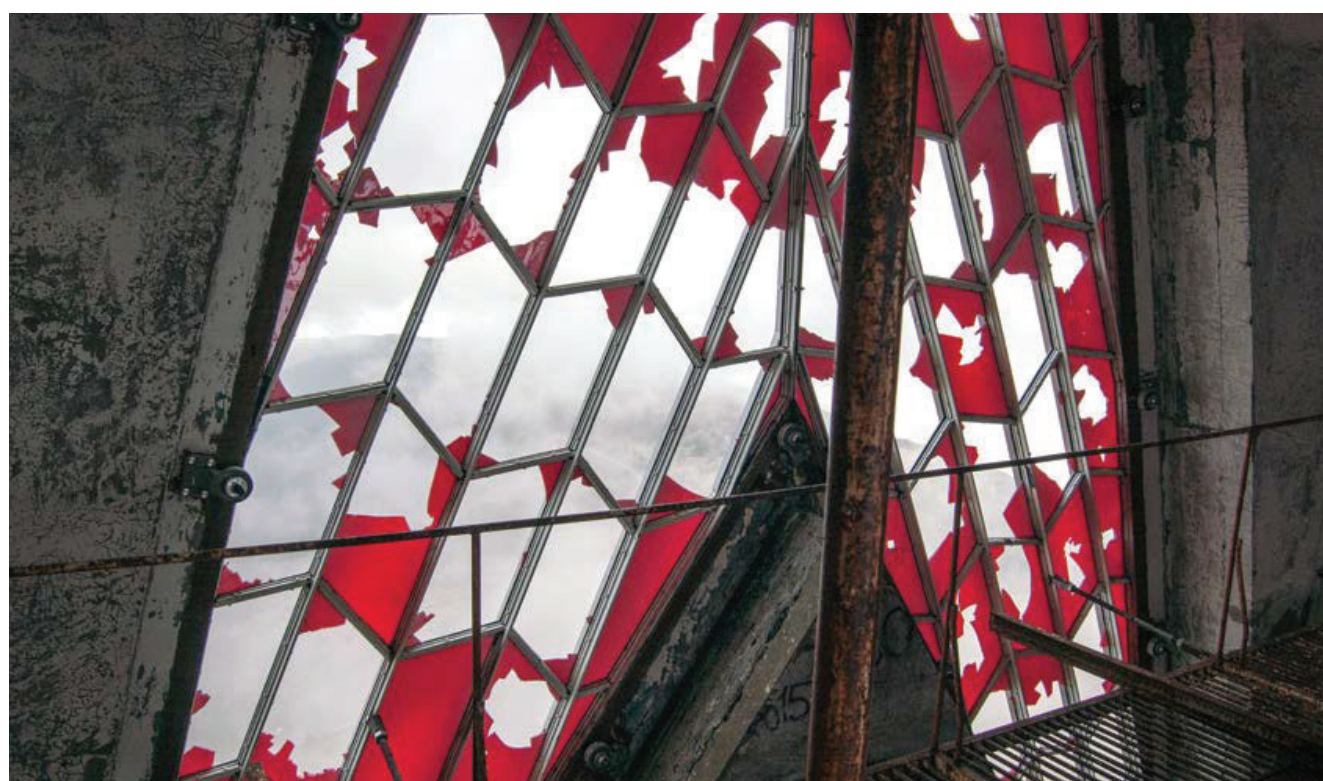
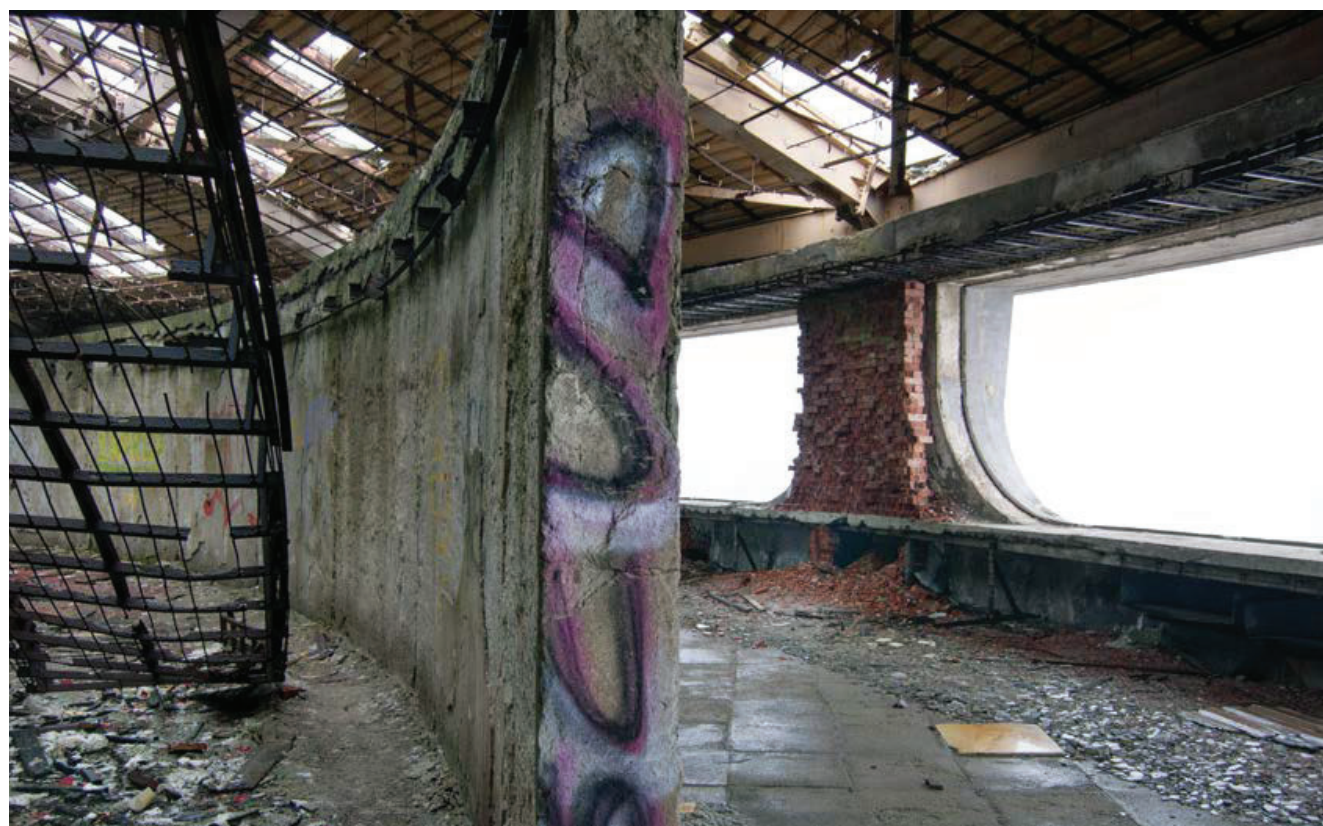




Plafond de la salle principale, à 15 m de hauteur.
À l'origine, cette coupole était recouverte de 30 tonnes de cuivre.

60 artistes de renom auraient travaillé sur les mosaïques intérieures représentant les leaders du parti communiste bulgare, mais aussi Lenin, Marx et Engels. Sur les fresques, les principales valeurs communistes sont également mises en avant. Aujourd'hui, l'ensemble du monument est en état de décrépitude, mais le Parti socialiste bulgare – propriétaire du lieu depuis 2011 – et le gouvernement ne sont toujours pas parvenus à un accord sur un projet de rénovation. Ils attendraient des fonds européens...





Plus simple, tant mieux

Centrale
téléphonique
virtuelle

IVR
personnalisé

Réduction
des coûts IT



Avec le plan forfaitaire **Business One Voice** pour les petites entreprises et PME.



It's all about
what matters to you

www.orange.ro/onevoice



* Les experts du mouvement Dada ou Dadaïsme s'accordent pour fixer son début à la publication, en février 1915 à Berlin, du Manifeste littéraire, par Hugo Ball et Richard Huelsenbeck. On pouvait y lire : « Nous ne sommes pas assez naïfs pour croire dans le progrès. Nous ne nous occupons, avec amusement, que de l'aujourd'hui. Nous voulons être des mystiques du détail, des taraudeurs et des clairvoyants, des anti-conceptionnistes et des râteaux littéraires (...) » Suite à ce texte, Hugo Ball fondera le Cabaret Voltaire en 1916.

Dada-Data (dada-data.net est une co-production de la radiotélévision suisse (SRG-SSR), la chaîne franco-allemande Arte, Docmine, Pro Helvetia et Akufen, ndlr). Exemple : de grands partenaires média ont refusé de s'associer au projet. Selon eux, notre Dada-Block, qui remplace les publicités du web par de vraies réclames Dada, attaque de plein fouet leur modèle économique.

Anita Hugi : Alors qu'en fait, le Dada-Block n'attaque pas juste la place de plus en plus envahissante de la publicité sur le web, mais aussi les mouchards qui sont cachés dans ces publicités, et qui savent tout de nos chemins digitaux, d'où nous venons, où nous allons, qui nous sommes.

Y a-t-il une actualité qui concerne Dada ?

D.D. : Retournons la question : y a-t-il une actualité tout court ? Et si oui, qui la déciderait ? Ce que chacun peut constater est que l'actualité de 2016 est identique à celle de 1916 : la mainmise de l'argent, la guerre, les frontières qui s'érigent, l'esprit réactionnaire qui domine...

A.H. : Dada restera toujours actuel s'il s'agit de regarder de près la relation au pouvoir. Dada, c'est la création, la contestation. Pas seulement contre quelque chose, mais pour quelque chose. Dada, c'est la joie, la vie, une protestation joyeuse contre la guerre de 14-18 qui ravagea des millions de personnes. Oui, il s'agit aussi de détruire, le langage, la croyance dans l'apparence des choses, mais détruire pour reconstruire. Détruire pour créer une vie au-delà de tout "isme", au-delà des nations et des nationalités. À la base de tout chez Dada était le dégoût de la guerre et de ses porte-paroles, le dégoût de l'inhumanité d'appeler des millions de gens à s'entretuer pour un "isme" ou un autre. Dada a combattu la guerre avec la vie.

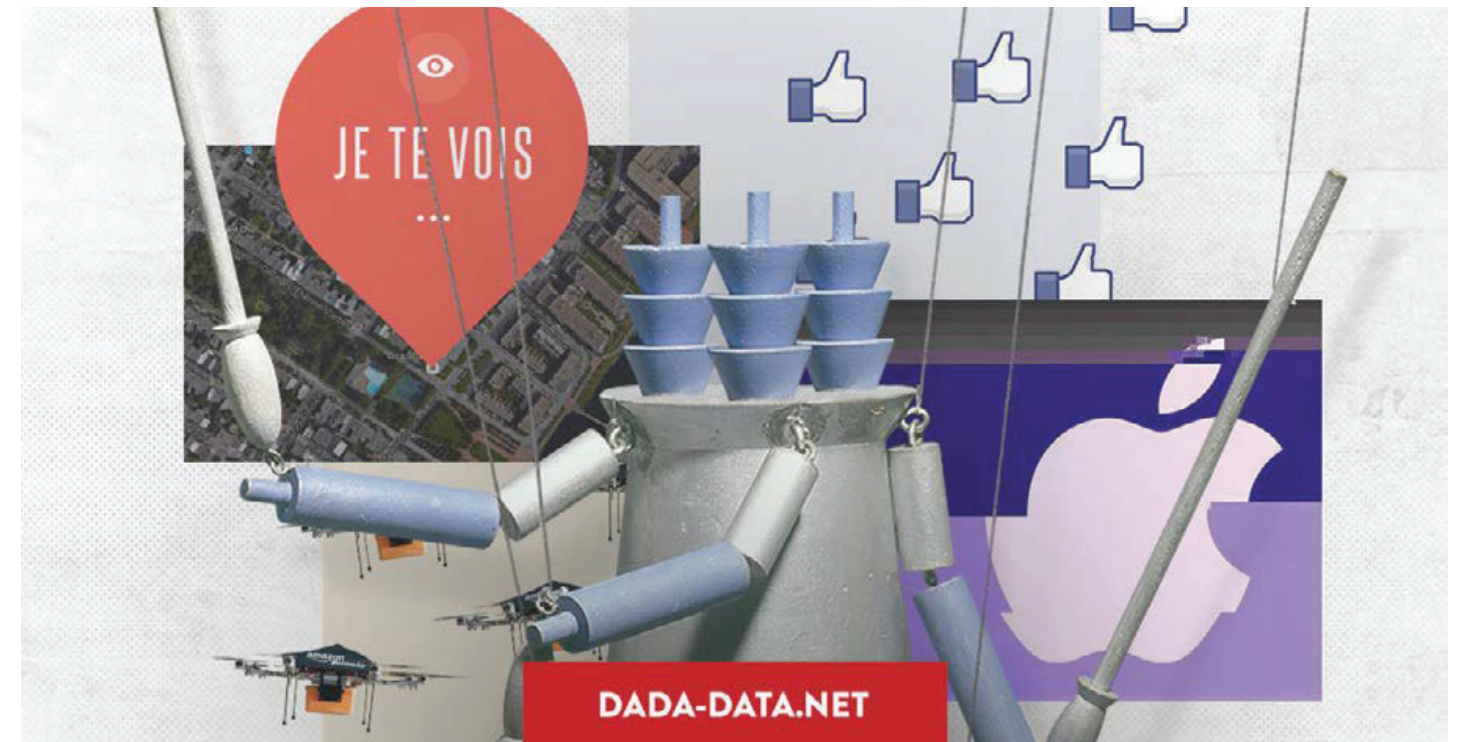
Dada is web

Propos recueillis
par
Andrei Moldovan

Cent ans après les débuts bruyants et déjantés du mouvement Dada au Cabaret Voltaire de Zurich, la plate-forme web Dada-Data revisite et transforme en mode de vie quotidien l'audace artistique et l'esprit contestataire de Tristan Tzara et de ses acolytes *. Avec le soutien de l'Institut français de Bucarest et de l'ambassade de Suisse en Roumanie, ce projet interactif aura une version en roumain à compter du 16 avril, date de naissance du poète Tzara. Entretien avec les créateurs de Dada-Data, David Dufresne, chercheur, auteur et réalisateur canadien, et Anita Hugi, journaliste indépendante suisse.

Regard : N'assiste-t-on pas à une banalisation du Dadaïsme et de son esprit original dans la société contemporaine, notamment parce qu'aujourd'hui, il y a Internet ?

David Dufresne : La réponse est simple : *"Rien pour demain, rien pour hier, tout pour aujourd'hui."* C'est Francis Picabia qui parle. Dada-Data est né de cette idée chère aux Dadaïstes, celle du *"maintenant"*. Or, le maintenant de maintenant est le web. Un internaute a récemment écrit sur Twitter : *"Dada is not dead, Dada is web."* Voilà le fond de notre pensée. Dada banalisé ? Nous n'y croyons pas, pas plus que nous ne croyons au passé ou au futur. Et si tapis il y a, il s'agit de tirer celui sur lequel nous sommes installés, faire en sorte que le sol se dérobe. Rien dans Dada-Data n'est mémorialiste, et à dire vrai, être dadaïste sans effort serait peut-être la plus éclatante victoire du mouvement Dada. D'autant que l'esprit Dada heurte encore beaucoup, nous l'avons vu lors de la production



Pour les Roumains, le mouvement Dada, c'est d'abord Tristan Tzara. La création poétique de Tzara vous a-t-elle inspiré dans la conception de votre Dada-Data que vous dénommez "dépôt" ?

A.H. : Tzara est bien Data, comment pourrait-on faire un projet interactif dédié à l'esprit Dada sans Tzara ? Nous le disons dans l'un de nos textes qui tentent d'éclaircir ce qui serait pour nous l'esprit Dada 2016 : *"Tout a commencé avec Tzara"*, et avec sa phrase *"Dada était un microbe vierge"*. C'est de là que notre projet a commencé, un projet qui s'inscrit dans l'ère de l'Internet, du partage, et donc du "microbe", du "virus".

Pour la version roumaine du site, avez-vous l'intention d'apporter aussi un contenu spécifique inspiré de la réalité de ce pays très haut en clichés dans les médias européens ?

D.D. : Ce n'est pas à nous, qui ignorons tout de la Roumanie actuelle, d'apporter une touche particulière au projet. Ce sera aux Roumains eux-mêmes de s'en emparer, s'ils le souhaitent. De "twitter" avec leur langue et leur cœur sur leurs joies et leurs craintes à travers notre Tweet Poésie, à eux de contribuer au collage mondial à travers notre Dada-Gram, à eux de saboter la publicité locale par des œuvres Dada à travers notre Dada-Block. Nous sommes un cabaret ouvert, comme le fut le Cabaret Voltaire, nous aimons les particularités, que chacun vienne avec sa vision. Quant à proposer une version roumaine, c'est la moindre des reconnaissances. Pour Janco, pour Tzara, pour ces gens qui ont osé montrer la voie, la seule frontière qui vaille est celle que l'on franchit.

A.H. : Dada-Data est un projet interactif. Dès les premiers jours, il a accueilli plus que 130 000 personnes de quatre continents. C'est aussi ça l'esprit Dada. Et avoir une version roumanophone, c'est une invitation à dire "da, da, oui, oui". Dada, c'est le mouvement du oui à la vie par le non à la stupidité. ■

Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.



Le cinéma au pas

Le nouveau ministre de la Culture, Vlad Alexandrescu, attaque l'année 2016 avec plein de bonnes résolutions pour dynamiser le cinéma roumain. La première : recruter cinq nouveaux membres au conseil d'administration de RADEF RomâniaFilm. Cet organisme autonome, mais financé par l'État, a besoin d'un bon coup de fouet (voir l'article dans le numéro 73 de *Regard*, pp. 82-83). Jusqu'en 1990, il gérait dans son réseau plusieurs centaines de cinémas ; aujourd'hui, il n'en compte que 16.

« Cette étape est essentielle pour redonner une place à tous les cinémas qui sont actuellement sur une mauvaise pente ou fermés. Ces dernières années, couvert de dettes, RomâniaFilm a perdu le contrôle de cinémas

qui fonctionnent désormais sans chauffage, sans projecteur, et parfois sans public... », a récemment déclaré Andrei Rus, critique et conseiller ministériel.

D'ici mai, les nouvelles recrues devront présenter un plan de sauvetage, que le ministre entend mener à bien grâce au soutien des municipalités et aux fonds européens. Parmi les autres résolutions : la restructuration du Centre national cinématographique, et surtout un nouveau projet de loi sur le cinéma d'ici octobre. Si la législation actuelle favorise la production de films roumains, elle peine à valoriser leur distribution face aux blockbusters américains. Sur le premier semestre de 2015, le film local le plus populaire (« Aferim ! ») ne se classe qu'au 35ème rang du box-office.

Dans son élan, Vlad Alexandrescu a aussi ouvert des discussions avec les professionnels du milieu pour mettre en place un programme d'éducation au cinéma dans les écoles. Une première.

Aline Fontaine

RRI Spécial

Avec
Andrei Popov
ou **Ileana Țăroi**

Chaque jeudi de
13h15 à 13h45 sur
www.rri.ro - canal 2



Encre noire

concours d'écriture de littérature policière

Concours d'écriture créative
à l'attention des élèves des
lycées de Roumanie

Les textes pourront être rédigés
en français ou en roumain.
Règlement disponible sur le site
www.cernealaneagra.com



1 mars - 17 avril 2016
1 martie - 17 aprilie 2016

Concurs de scriere creativă
destinat elevilor de liceu din
România

Textele pot fi scrise în franceză sau
română. Regulament disponibil pe site-ul
www.cernealaneagra.com

Cerneală neagră

concurs de scriere de literatură polițistă



DelegatiaValoniaBruxelles

Organizator:



Parteneri:

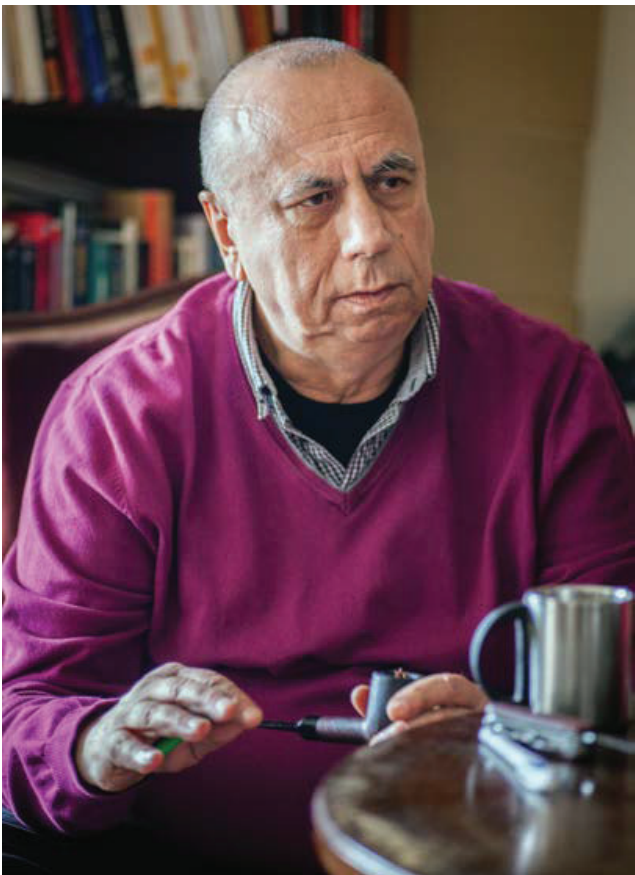


Parteneri media:



Caché dans l'intrigue

Marlène Vitel
Photo : Mihai Barbu



* Cible royale, en 2014 (Nesfârșita zi de ieri, 1997) et Qui veut la peau d'Andrei Mladin ? en 2015 (Atac în bibliotecă, 1983). Un troisième, Le professionnel, est en cours d'édition (Profesionistul, 1985).

Tout au long du mois de mars, la Délégation Wallonie-Bruxelles de Bucarest organise une série d'événements autour du roman policier, avec notamment la venue de l'auteur belge à succès Alain Berenboom qui rencontrera ses lecteurs à la librairie Kyralina le 1er avril. L'un de ses ouvrages, La fortune Gutmeyer, vient d'être traduit en roumain. La Délégation organise par ailleurs un concours d'écriture destiné aux 14-18 ans du 1er au 31 mars.

À part les classiques de Georges Simenon ou d'Agatha Christie, la plupart des librairies roumaines n'offrent pas grand-chose au rayon « polars ». Mais un changement s'amorce, avec en chef de file du genre l'auteur George Arion.

Poète, essayiste, journaliste, les premiers romans policiers de George Arion (Tecuci – 1949) sont parus dans les années 1980, en pleine dictature. « Les autorités veillaient avec sévérité à ce que la littérature ne porte aucun affront au pouvoir, raconte l'écrivain, pipe au bec. Au début de la période communiste, le roman policier n'a pas du tout été apprécié par le régime, on ne commettait pas de crime au paradis... Cependant, les autorités se sont vite rendu compte que ce genre littéraire pouvait aussi servir d'outil de propagande dans leur lutte contre les ennemis de la révolution. Pléthore de romans policiers sont ainsi apparus, parfois signés par des employés de la milice. Évidemment, la plupart n'avaient aucune valeur littéraire. »

Malgré les difficultés de la période, George Arion crée le personnage d'Andrei Mladin, un journaliste d'enquête qui critique avec humour la société. Trente ans après, l'auteur se demande encore comment la série Andrei Mladin a pu passer à travers les mailles de la censure, alors qu'il dénonçait férocelement les abus du régime. Aujourd'hui, il ébauche une explication... « Bourré d'humour, ce héros adore draguer les filles et fréquenter les bars. Pourquoi les censeurs auraient-ils accordé de l'importance aux propos d'un type aussi peu sérieux ? »

Les lecteurs francophones n'ont découvert George Arion que récemment, il a fallu attendre 2014 pour qu'un de ses romans soit traduit en français. À ce jour, deux sont déjà parus *. « Partout où je suis allé, j'espère avoir réussi à éveiller de l'intérêt pour le polar roumain et la littérature roumaine. Malheureusement, cela n'a commencé que très tard dans ma carrière, je me demande souvent si les choses auraient été les mêmes si j'avais pu parcourir le monde aussi librement avant 1990... »



Un ciel noir et bleu

Andrei Moldovan.
Photos : Martin Dustata

« Enfants du monde » est une initiative du Théâtre Am Stram Gram de Genève mêlant recherche documentaire, fiction théâtrale et dimension multimédia. Fin 2015, une dizaine d'enfants et d'adolescents de la région de Târgu Mureș ont témoigné pour ce laboratoire spontané qui sera en tournée dans le pays en 2017.

« Se retrouver autour d'une ciorbă a quelque chose d'un rituel. Petits et grands se rassemblent, on s'écoute les uns les autres. Tout au long du spectacle, nous préparons une ciorbă, prétexte ensuite pour un débat avec le public. » Alors que le potage est en train de mijoter dans un coin de la scène, Fabrice Melquiot veut raconter une autre Roumanie, celle des très jeunes générations.

Prix de l'Académie française pour l'ensemble de son œuvre en 2008, à seulement 36 ans, cet auteur dramatique phare de l'espace francophone a transformé le Théâtre Am Stram Gram de Genève en un centre de recherche et d'innovation théâtrale au service de l'enfance telle qu'il la conçoit : « Les enfants et les adolescents doivent être pleinement considérés comme nos partenaires de vie, la société d'aujourd'hui doit aussi se construire avec eux », souligne Fabrice Melquiot.

En lutte contre le formatage des enfants à coups d'idées reçues, il entame une exploration alternative de la planète. Pour « Enfants du monde », il choisit des cibles privilégiées du matraquage médiatique, comme la Roumanie, « ce pays d'une grande proximité et profondément méconnu ». Avec son complice Martin Dutasta, créateur sonore et photographe, Fabrice Melquiot est allé frapper à la porte d'enfants et d'adolescents de 9 à

18 ans habitant au cœur géographique du pays, dans la région de Târgu Mureș. Il les a écoutés, a exploré leur quotidien, s'est imprégné de leur fraîcheur et de leur liberté. Cela s'est passé précisément alors que les gens descendaient dans la rue, juste après l'incendie du club Colectiv.

« La sincérité avec laquelle ils ont exprimé leurs désirs, rêves, attentes et frustrations devant deux parfaits étrangers a été totale », raconte Martin Dutasta, qui a enregistré leurs témoignages. « Ils n'étaient pas là pour me juger ; au contraire, nous avons tous appris des choses les uns sur les autres et éliminé les images limitées de nous-mêmes », assure Sara, 16 ans. « Tous ces jeunes Roumains se sont livrés tels qu'ils sont avec, en plus, ce traumatisme du Colectiv, car certaines victimes avaient leur âge. C'est à eux qu'appartient le présent », ajoute Florentina Váry, conseillère artistique du projet, qui a rendu possible cette aventure sur le terrain.

Dans la grande salle à manger reconstituée par la scénographe Maria Muscalu, avec les ambiances sonores, les photos et les musiques de Martin Dutasta, une Roumanie révoltée, tendre, branchée, timide, astucieuse, en colère, nostalgique,



mer Noire est-elle bleue? », demande l'une des enfants de Transylvanie. « Parce que chez nous, le bleu et le noir sont parfois synonymes, répond son père. De même, le ciel peut être très noir quand il est bleu. »

« Enfants du monde – Enfants de Transylvanie », au Théâtre Am Stram Gram de Genève. En tournée en Roumanie en mai-juin 2017.

LA CHRONIQUE de Matei Martin

journaliste à Radio România Cultural
et *Dilema veche*

Brâncuși în 3D

L'État roumain s'oblige, par une loi adoptée il y a un an, de fonder un musée national Brâncuși. Il était le temps ; l'illustre sculpteur d'origine roumaine n'a pas de vrai mémorial en Roumanie. De plus, le pays manque de musées. Dans les deux dernières décennies, leur nombre a même chuté, pour des raisons administratives ou financières, alors qu'un seul nouveau musée national a été ouvert.

C'est la ville de Târgu Jiu, pas loin du village natal du sculpteur, qui abritera le musée Brâncuși. Hommage logique à ce maître de l'art moderne dans la ville où se trouve son œuvre principale : l'Ensemble monumental la Voie des héros, avec la Porte du baiser, la Table du silence, et la Colonne sans fin. Pour l'instant, le ministère de la Culture et les autorités locales sont encore à la recherche de locaux.

Deux maisons sont actuellement en vue : belle architecture, historique convenable, mais certains les jugent inadéquates pour un circuit muséal. Construire un bâtiment dédié ? Ce serait, évidemment, la solution idéale, mais la communauté locale dit ne pas avoir les fonds nécessaires, et le ministère de la Culture ne semble pas vouloir, pour l'instant, s'engager.

Par ailleurs, le musée n'a pas encore suffisamment d'œuvres à exposer ; en dehors du grand ensemble monumental de Târgu Jiu et de la statue La sagesse de la terre, actuellement en collection privée – et que l'État roumain compte acheter –, il ne reste pas d'autres créations de Brâncuși en Roumanie.

Dans son testament, bien que le sculpteur ait laissé une partie de son œuvre à l'État roumain, à l'époque ses travaux étaient considérés décadents, les dirigeants communistes avaient donc refusé le don. D'autres œuvres, comme Mademoiselle Pogany, ont été vendues et extraites du pays de manière frauduleuse après 1989. Alors comment meubler ce musée Brâncuși une fois construit ?... Grâce, en partie, à un accord conclu entre le ministère roumain de la Culture et l'Atelier Brâncuși du Centre Pompidou de Paris.

Cet accord permettra au nouveau musée de Târgu Jiu d'emprunter des travaux de l'artiste et présenter des expositions temporaires de son œuvre. Mais la mission du musée, telle qu'elle est définie par la loi, devra être plus large. Il s'agit de rassembler toutes les œuvres de Brâncuși dans une exposition virtuelle en format 3D, mais pas seulement. Il faudra initier des programmes de recherche sur l'œuvre et la biographie du maître, soutenir la conservation et la valorisation de l'Ensemble monumental la Voie des héros, acquérir des documents ou des objets en liaison avec Brâncuși, publier des études, catalogues, etc., créer des programmes pédagogiques sur l'œuvre du sculpteur, et enfin initier des ateliers de création.

Ce sera donc à la fois un musée et un centre de recherche, une institution en charge de la conservation et de la découverte. Sur le papier, tout cela est bien attrayant. Il ne reste plus qu'à voir le résultat à l'échelle réelle. Et en 3D.



Drôle d'expériences

Ioana Lazăr

La science, un jeu d'enfants ? C'est le pari lancé par la Maison des expériences (Casa Experimentelor), premier centre scientifique sans but lucratif de Roumanie, ouvert en janvier par l'Association pour la formation avec le soutien du Centre scientifique Technorama de Suisse. « Ce projet est important pour nos deux pays parce qu'il permet le transfert de savoir-faire et d'expériences d'une institution suisse de plus de 50 ans d'histoire vers une jeune organisation roumaine dynamique. L'idée est de contribuer de façon ludique à la formation du capital humain dans ce pays », explique Thomas Stauffer, chef du Bureau Contribution à l'ambassade de Suisse de Bucarest.

Plutôt que de les instruire, la Maison des expériences invite les enfants à aborder la science dans le plaisir, à travers l'expérimentation et le jeu. S'allonger sur une planche à deux milles clous sans ressentir la moindre douleur, prendre l'ascenseur du baron de Munchhâusen pour monter au plafond, faire chanter des verres et léviter une toupie, ou encore créer sa propre fleur en plasma... « L'important, c'est de toucher à tout », estime Gabriela Ionescu, directrice du projet et présidente de l'Association pour la formation qui, depuis 2010, agit en faveur de l'éducation sous tous ses aspects. « L'initiative est apparue par nécessité. Dans un pays où l'intérêt pour l'éducation est à la baisse, il fallait proposer aux enfants une approche ludique des sciences », ajoute-t-elle.

Mis en place dans le cadre du programme de coopération roumano-suisse, ce projet d'un montant total de 321 000 francs suisses est cofinancé par la Suisse à Bucarest à hauteur de 236 000 francs suisses, le reste provient de dons. « Ce financement est avant tout l'expression de la volonté suisse de soutenir et développer des partenariats entre des organisations roumaines et suisses, et ce à tous les niveaux », précise Thomas Stauffer.

L'entrée à la Maison des expériences sera libre jusqu'au 30 juin, mais seulement sur réservation vu le nombre important de visiteurs. À découvrir : 11 domaines scientifiques couverts par plus de 80 expériences... ludiques.

KPMG
cutting through complexity™

KPMG Enterprise

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

Contact
Jacqueline Laye, Director
Email: jlaye@kpmg.com

BRÈVE

Quatrième édition du festival de la bande dessinée de Sibiu

Mihaela Cărbunaru



« L'intérêt pour la BD est croissant. Si en 2013, pour la première édition du festival, nous n'avons eu que cinq artistes invités, cette année nous en aurons 25 provenant de cinq pays : France, Belgique, Autriche, Roumanie et Bulgarie. Et nous attendons plus de 1500 visiteurs », souligne François Montier, coordinateur du projet. En 2015, 23 albums d'artistes roumains de bande dessinée ont été publiés.

Monté par deux associations d'amitié franco-roumaine (Ille et Vilaine-Sibiu et Solidarité 35 Roumanie), le festival se déroulera cette année du 15 au 17 avril au complexe national muséal Astra – musée ethnographique Franz Binder, sur Piața Mică. Au programme : ateliers, expositions, conférences,ancements d'albums, dédicaces... Parmi les invités, on retrouve notamment les maisons d'édition et auteurs Jumătatea Plină, Bruno Loth, Bonnage Horreur, Alexandru Ciubotariu, Robert Obert, Ileana et Maria Surducan, ou Kape Illustration.

Un concours de bande dessinée est également prévu pour le jeune public. Le thème : « Des super-héros pour Sibiu » où les participants devront fournir une planche A3 avec leurs dessins (en roumain ou en français).

« Plus qu'une plateforme professionnelle, le festival représente une occasion de découverte de la BD pour le grand public. Il y a en Roumanie des artistes talentueux qui méritent d'être promus, pour eux aussi c'est l'occasion de se rencontrer et d'échanger », conclut François Montier.

Programmation du festival et concours : bdsibiu.ro

QUAND LE LIVRE RENCONTRE LA TECHNOLOGIE,
UNE NOUVELLE EXPÉRIENCE À VIVRE !

DES BIBLIOTHÈQUES
VIVANTES AVEC

L.I.R.
LIVRE IN ROOM

MARS À JUIN 2016
DANS LES
INSTITUTS FRANÇAIS
DE ROUMANIE

25 MARS – **22** AVRIL

23 MAI – **04** JUIN

06 JUIN – **19** JUIN

BUCAREST

CLUJ-NAPOCA

TIMISOARA

WWW.INSTITUTFRANCAIS.RO





NICOLAS DON EN FRANÇAIS S'IL VOUS PLAÎT

VINERI, 19:15

București 93.5 FM ■ Iași 97.9 FM
Craiova 94 FM ■ Sibiu 89 FM ■ Cluj-Napoca 91.7 FM
Timișoara 96.9 FM ■ Chișinău 107.3 FM

Disponibil pe internet
și aplicație smartphone – rfi.ro

BRÈVE

À l'origine

C'est dans le petit village de Tecsești (département d'Alba), au cœur des Monts Apuseni en Transylvanie, que quatre passionnés de nature, de traditions et d'histoire ont décidé d'ouvrir à partir de cet été le premier musée vivant du pays.

« Par ce projet bénévole, on espère créer un tunnel du temps qui permette aux visiteurs de connaître la vie à Tecsești du néolithique aux temps modernes », explique Ionuț Onea de l'association Groove On, à l'origine de l'initiative en partenariat avec le magasin Art&Craft. Divisé en trois sections – néolithique,

Moyen Âge et temps moderne – le musée offrira la possibilité de loger dans des maisons en terre cuite ou en pierre, et de s'initier au pétrissage du pain, à la poterie ou au travail de la terre aux côtés de villageois et de bénévoles. « Notre objectif est avant tout de contribuer à la préservation des villages isolés et dépeuplés de Roumanie, poursuit Ionuț Oprea. Sur 350 personnes vivant à Tecsești dans les années 1950, il n'en reste à présent qu'une vingtaine. » I.L.



Photo : calatori.ue

IMPRIMERIA ARTA GRAFICA

agende • calendare • cărți • albume • pliante • postere

B-dul Metalurgiei 73-75, 041832, București, România
Tel: +40 (0) 21 306 61 00; Fax: +40 (0) 21 306 61 01

e-mail: comercial@artagrafica.ro
www.artagrafica.eu

Revue de presse

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.

Des militaires de Bagotville s’envolent pour la Roumanie

Une centaine de militaires de Bagotville commencent un exercice en Roumanie, début mars, afin de renforcer les relations et échanger à propos des pratiques exemplaires entre l'Aviation royale canadienne et la Force aérienne roumaine. Des techniciens en entretien d'aéronef, en communication et en logistique, ainsi que des pilotes de CF-18, actuellement basés au Koweït, feront partie du déploiement en Roumanie, à Constanța. L'exercice « Resilient resolve » est une mission d'entraînement, avec les Forces armées roumaines, qui permettra à chacune des armées d'apprendre les méthodes de travail de leur vis-à-vis. Le colonel Darcy Molstad a expliqué qu'il n'y a aucun lien à faire entre les tensions en Ukraine et cette mission d'entraînement. Il ne s'agit pas d'une mission de surveillance, comme celle qui avait été lancée en 2014. « Cet exercice bilatéral avec la Roumanie va augmenter notre connaissance de la région, c'est très important pour opérer dans le reste de l'Europe à l'avenir, mais ce n'est pas relié aux événements en Ukraine », a-t-il expliqué. Les quatre avions de chasse CF-18 qui sont déployés en Roumanie arriveront du Koweït, où ils étaient basés durant leur participation dans une autre opération.

Le Journal de Québec (quotidien québécois), le 01/03/2016.

La Roumanie accueille ses premiers réfugiés

La Roumanie accueillera 6 205 réfugiés d'ici fin 2017, dans le cadre du mécanisme européen de relocalisation. L'accueil de ces réfugiés commence en douceur, le pays compte en recevoir 1 705 cette année, le reste l'an prochain. Et la première vague de relocalisation a déjà débuté puisque le bureau de l'immigration a demandé que les camps grecs et italiens lui envoient respectivement 190 et 315 personnes. Les 11 premiers réfugiés sont arrivés le 3 mars dans la ville de Galați, dans l'est du pays, près de la frontière moldave. Le bureau de l'immigration n'a pas donné d'indication quant à la nationalité de ces premiers arrivants.

Laurențiu Colintineanu pour euractiv.fr, le 25/02/2016.

La Roumanie suspend la loi permettant à des « auteurs » de réduire leur peine de prison

Le gouvernement roumain a suspendu une loi controversée qui permettait à des prisonniers de réduire leur peine à condition d'écrire un livre. En vertu de cette loi, les prisonniers pouvaient voir leur peine réduite de 30 jours pour tous les « travaux scientifiques » qu'ils publiaient, sous réserve de la décision d'un juge. Le ministère de la Justice a annoncé que 340 livres ont été publiés par des prisonniers l'année dernière, un chiffre en nette augmentation par rapport à 2014 (90 livres).

Les exemples ne manquent pas... En avril 2015, l'homme d'affaires Gheorghe Copos, qui purgeait quatre ans de prison, a été accusé de plagiat. Au total, Copos aurait produit cinq livres en 400 jours passés derrière les barreaux. Sa peine a également été réduite du fait d'avoir plus de 60 ans et travaillé dans l'atelier de menuiserie de la prison.

De son côté, Gigi Becali, propriétaire controversé du club de foot Steaua Bucarest, a réduit son séjour en prison en écrivant deux livres, dont l'un était au sujet de sa relation avec son équipe de foot. L'ancien politicien Nicolae Vasilescu a prétendument écrit neuf livres depuis 2014, et l'homme d'affaires Dinel Staicu a eu sept titres publiés dans une période similaire.

The Guardian (quotidien britannique) avec Associated Press, le 03/02/2016.



www.20mars.francophonie.org





Couverture du numéro 4 de notre journal en roumain, paru début mars.
Tirage : 1 200 exemplaires distribués dans près de 200 lieux à Bucarest.

NOTE :

Chers lecteurs,

Fundația Francofonia, editrice du journal et de la revue *Regard*, a un nouveau président : Philippe Lhotte, CEO de BRD Groupe Société Générale. La rédaction lui souhaite la bienvenue, nous sommes ravis qu'il ait accepté notre proposition d'être à la tête de la fondation.

Ensemble, nous sommes déjà convenus que l'objectif restera de proposer un média sérieux, humble et professionnel dans son traitement des réalités de la Roumanie ainsi que des pays limitrophes, et indépendant dans sa ligne éditoriale.

Laurent Couderc
Rédacteur en chef

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDAȚIA FRANCOFONIA

Président

Philippe Lhotte

Comité de direction

Laurent Couderc,
Jacqueline Laye,
Philippe Lhotte

Rédacteur en chef

Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction

Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro

Julia Beurq, Mihaela Cărbunaru, Pauline Choitel,
Carmen Constantin, Daniela Coman, Nicolas Don,
Dimitri Dubuisson, Aline Fontaine, Ioana Lazăr,
Matei Martin, Jonas Mercier Mure-Ravaud,
Andrei Moldovan, Dan Popa, Benjamin Ribout,
Răsvan Roceanu, Mihaela Rodina, Marlène Vitel,
Isabelle Wesselingh

Maquette

Q-T-RAZ

Agences, photos et illustrations

Mihai Barbu, Julia Beurq,
Pauline Choitel, Georgian Constantin,
Andrei Creanga, Dimitri Dubuisson,
Martin Dustata, Aline Fontaine,
Mediafax

Imprimerie

Imprimeria Arta Grafică

Web master

Marius Weber

Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Abonnement pour 12 mois (4 numéros)

70 RON en Roumanie
(30 euros à l'étranger)

Abonnement pour 24 mois (8 numéros)

130 RON en Roumanie
(50 euros à l'étranger)

Abonnement numérique

Gratuit via l'abonnement papier

en ligne

catalina@regard.ro
www.regard.ro

par téléphone

+ (4) 0742 204 402

REGARD remercie ses partenaires



GROUPE RENAULT





GLOBAL FINANCE:

« Safest Bank in Romania »
2014

UNE RAISON DE PLUS DE
CROIRE EN L'AVENIR

TA BANQUE. TON ÉQUIPE



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

WWW.BRD.RO 